

Édito

LES ARTICLES ET LES documents de ce numéro 20 sont destinés à préparer la journée d'études de septembre 2014 à Strasbourg : « Le syndicalisme alsacien-lorrain de l'Allemagne à la France (1914-1920) » qui donnera lieu à une synthèse présentée au colloque national de novembre à Paris sur « Le syndicalisme à l'épreuve de la Grande Guerre ». Les travaux que nous présenterons à Strasbourg seront, je l'espère, l'occasion de défricher des sujets peu étudiés, voire occultés. Nous nous sommes associés aux Instituts d'histoire CGT d'Alsace et de Moselle, de la même façon que le colloque national est organisé par le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle et l'Institut d'histoire CGT national. Si nous en avons les moyens, nous organiserons ensuite des conférences à Strasbourg, Mulhouse et Metz, et nous publierons une plaquette après le colloque. Pour cela, il faut regarder nos finances, assez basses, et faire rentrer les cotisations, seules sources de revenus pour l'instant. Je lance donc un appel à ceux qui n'ont pas encore envoyé leur chèque à notre trésorier. Qu'ils se reportent sans tarder à la dernière page de ce bulletin. Nous avons besoin de nous sentir soutenus par vos adhésions renouvelées et jusqu'à ce jour, vous ne nous avez pas déçus. Pour comprendre ce qui se passe dès le début de la guerre, il nous a fallu remonter plus haut dans le temps, à la création des syndicats en Alsace et en Moselle. Les structures, les activités, les reven-

dications syndicales, la formation des militants, leurs portraits font l'objet de la première partie de nos recherches et du programme de la journée de septembre. Viennent ensuite les actions syndicales durant la guerre, et la situation particulière des femmes dans les entreprises. C'est un sujet peu étudié encore, sur lequel nous nous penchons pour tenter d'évaluer son poids dans la conception et l'organisation des luttes et surtout des grèves de 1918. Viennent ensuite l'agitation foisonnante des comités de soldats et d'ouvriers et l'arrivée des autorités françaises. Cette courte période, si différente de ce qui se passe en France, sera réexaminée à la lumière des travaux sur l'histoire allemande. Nous nous attacherons ensuite à analyser les grèves qui secouent l'économie et la société alsacienne et lorraine en 1919 et 1920, ainsi que le répertoire des actions syndicales. Ce sera l'occasion de présenter les figures des syndicalistes et des hommes politiques, dont la sociologie restait à faire. Les communications se poursuivront par une présentation comparée des constructions littéraires allemande et française des représentations de la guerre, à travers les œuvres de divers auteurs, dont bien sûr Alfred Döblin et Louis Aragon, qui tous deux furent sur place, en Alsace, autour de l'armistice. Une discussion générale s'en suivra. La préparation de ce colloque nous aura fait faire un pas considérable et ambitieux dans nos approches. Par la période d'abord, qui n'était pas tout à fait la nôtre et surtout

Juillet 2014

Sommaire

Édito

Par Françoise Olivier-Utard 1

Colloque

Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale 2

Chronologie strasbourgeoise

Octobre – novembre 1918 4

Journal de guerre

de Louis Loeffler (extraits) 13

Notices

Becker Ch. – Boehle B.
Hueber Ch. – Dott H.
Thomas F. – Trax A.
Saxer J. – Fuchs R.
Wolfsgruber J. – Wendling M.
Sorgius M. – Kuballa J.
Loeffler L. 16

Erratum

23

Agenda

Programme de la journée d'étude du 20 septembre 24

Renseignements pratiques

Adresses 24
Appel à cotisation 24

par l'approche nouvelle qu'impose la filiation allemande du syndicalisme alsacien-mosellan. Il a fallu penser les choses autrement, chercher ailleurs, se (re)mettre à l'allemand... et se rendre compte que beaucoup de choses manquent, qu'on ne sait pas où les chercher, ni même si elles existent encore. L'état-civil des militants par exemple : la plupart d'entre ceux qui sont nés en Alsace-Moselle avant 1870 ont une fiche française sur laquelle n'ont été reportées ni la date du mariage ni celle du décès. Sont-ils morts dans la période française qui suit le recouvrement des provinces perdues, dans la période allemande nazie, dans la période française d'après la seconde guerre mondiale ? Sont-ils morts français ou allemands ? Nous sommes dans une impasse qui en dit long sur l'histoire sociale de part et d'autre de la frontière. C'est un peu la suite aussi de notre visite à Mannheim, à l'exposition sur l'histoire de la social-démocratie allemande. La raison d'être de notre association n'en sort-elle pas renforcée ?

Nous espérons vous accueillir nombreux à la journée d'études de septembre, dans une atmosphère alliant science et convivialité : nous aurons deux invités, Bernard Umbrecht, animateur du site Le Saute-Rhin nous fera part de sa bibliothèque virtuelle. Il a sollicité les lecteurs de son site pour qu'ils l'aident à rassembler des témoignages, récits, fictions, pièces de théâtre liés à la Grande guerre, en allemand et en français (www.lesauterhin.eu). Daniel Muringer, membre du groupe Géranium, chantera des chansons de guerre et de paix en français, en allemand et en alsacien, et lira des textes de témoignages de soldats alsaciens. La journée s'annonce bien remplie.

Françoise Olivier-Utard

Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale **Colloque, Paris,** **26-27 novembre 2014**

Centre d'histoire sociale du XX^e siècle de l'Université Paris 1 et Institut CGT d'histoire sociale

La commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale va donner lieu, en France et dans le monde, à un très grand nombre de manifestations mémorielles et scientifiques qui seront l'occasion forte de manifester le caractère décisif de cette guerre dans l'histoire du xxe siècle, mais aussi que nombre des questionnements posés autour de cette guerre restent d'une grande actualité.

Si les questions du nationalisme et de la construction d'un monde pacifié, ou celles des violences dramatiques de guerre, comptent grandement, la Première Guerre mondiale, guerre totale, pose aussi les questions d'une économie et d'une société mobilisée. La participation de l'État à l'économie et aux rapports sociaux, l'accumulation accélérée du capital, les mutations brutales de l'organisation et des conditions de travail et de la main d'œuvre constituent autant d'éléments d'une mutation longue des pratiques sociales.

Le syndicalisme sort grandi de la guerre. En ce sens il est un marqueur décisif de l'évolution des sociétés en guerre, mais aussi des perspectives de reconstruction à court et à long terme. Il est porteur d'une modernité dont les traces se retrouvent dans l'organisation mondiale du travail, dans les programmes économiques et sociaux qui se développent dans tous les pays du monde (sous des modèles très différents certes) au xxe siècle. La question d'une actualité de cette démarche est au cœur des rapports sociaux et du nouveau développement économique des sociétés mondialisées.

Si les recherches sur le syndicalisme pendant la Grande Guerre ont paru marquer le pas ces quinze dernières années, le colloque sera l'occasion à la fois d'un bilan d'ensemble et d'une stimulation de recherches nouvelles sur cette dimension incontournable des sociétés en guerre.

Espace et temps, approche thématique

Il est apparu opportun aux institutions organisatrices de s'engager

dans une double démarche spatiale. L'essentiel des communications érudites sera consacré à la France, ce qui permettra, en particulier, de faire remonter les travaux des Instituts professionnels ou régionaux de l'ih.s. Mais une séance devra être consacrée à la mise en perspective de la situation française avec la situation dans d'autres pays. Dans tous les cas, le colloque vise à travailler le jeu des échelles qui rend pertinent la diversité des expériences de guerre.

Si la période de la Première Guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre est naturellement au cœur du colloque, les communications qui réfléchiront, sans anachronisme, sur la portée longue de la Première Guerre sur le mouvement syndical seront encouragées.

Dans la démarche générale, les communications devront se centrer sur le syndicalisme en prenant très largement en compte les rapports sociaux, les luttes sociales..., avec des jeux d'échelle très diversifiés. Mais ces communications devront toujours tenter de mettre en relation cette étude centrale du syndicalisme avec les conditions nouvelles de leur action et de leur horizon d'attente de l'après-guerre. Le colloque s'en tiendra au syndicalisme des salariés (le syndicalisme chrétien devra absolument être examiné) mais pourra aborder le syndicalisme patronal dans le cadre d'études centrées sur les rapports sociaux.

Les axes principaux du colloque

I – 1 Le syndicalisme, la guerre, la Défense nationale

Si la question peut paraître ancienne, au regard de l'historiographie, elle n'en garde pas moins toute sa pertinence et son actualité. Le ralliement à la défense nationale de la large majorité des syndicalistes mérite une analyse approfondie ainsi que l'évolution plus diversifiée des syndicats sur cette question pendant la guerre. Le syndicalisme international s'était dit avant 1914 prêt à une action vigoureuse contre une guerre qu'il ne pouvait penser que comme impérialiste. Il n'en a rien été dans presque tous les pays. Comment ce ralliement est-il analysé, comment la guerre est-elle perçue ?

On ne pourra d'autant se dispenser d'étudier cette question que, pendant la guerre, la question du conflit armé, du front, des hommes

au combat, de la mobilisation patriotique est présente au quotidien et interpénètre tous les aspects de la vie sociale. Bien entendu le pacifisme, l'internationalisme participent des aspects multiples de ce que certains appellent «cultures de guerre». La guerre n'est pas seul repli national, elle favorise aussi des circulations transnationales (entre alliés mais aussi par l'effet des conférences pacifistes et de la révolution soviétique). A la limite de cet axe se situe la question, également longtemps largement débattue, mais qui reste centrale, de l'Union sacrée. En effet cette attitude complexe et diversifiée renvoie à la rencontre de la Défense nationale et du gouvernement qui la conduit. Mais le concept peut aussi plus largement rencontrer tous les modes de collaboration qui s'introduisent entre salariés et patrons, certes sur la base de la défense nationale, mais aussi sur la base d'une possible réorganisation de plus longue durée des rapports sociaux.

Sur ces questions, des débats rudes ont eu lieu dans les syndicats du monde entier, conduisant à des choix gravement divergents.

I – 2 Les syndicalistes en guerre.

Les divisions examinées d'un point de vue idéologique et de celui des pratiques syndicales et sociales issues de la guerre méritent aussi d'être comprises du point de vue de l'expérience de guerre des militants, des destins individuels ou collectifs. L'expérience des syndicalistes au front, leur rencontre, inusuelle, avec des non syndiqués ou d'autres groupes sociaux, leur action éventuelle parmi les soldats doivent être examinées. En ce sens, il semble très important de développer, pour le moins, une approche typologique des syndicalistes qui doit croiser leur situation avant la guerre (déjà adhérent, déjà responsable, à quel niveau, leur orientation), pendant la guerre (ralliement ou non à l'union sacrée, combattant ou à l'arrière, adhérent nouveau pendant la guerre, retour à l'arrière avec ou sans changement de métier ou travail, éloignement du syndicalisme ou prise de responsabilité...) et après la guerre (retour du front et génération dite du feu – reprise ou non de l'action syndicale, CGT ou CGTu, etc. etc.). Le tout bien sûr devant être diversifié suivant les branches et les territoires. Les études prosopographiques et les biographies seront les approches possibles.

II – 1 Le syndicalisme dans l'économie de guerre.

Le premier trait du syndicalisme pendant la guerre est son attitude devant l'économie de guerre. Progressivement se met en place une économie, très largement contrôlée et soutenue par l'État, dont le but premier est la fourniture d'une production toujours plus massive pour les armées. Cette économie de guerre, qui est restée massivement privée, a requis une réorganisation générale des entreprises, la création et l'extension de nouvelles usines, l'organisation d'une production qui empreinte, inégalement, au taylorisme et aux idées d'une économie rationnelle : il s'agit de produire plus avec moins d'hommes. Cette action a-t-elle un effet sur l'extrême dureté de la condition ouvrière issue de l'entrée en guerre ? Si le chômage disparaît, la productivité aiguë, la hausse des prix affectent la situation sociale. Les États mettent aussi en place tout un système de ravitaillement des populations, de lutte contre le chômage, etc., etc.

Cette grande administration de l'économie de guerre se situe à plusieurs niveaux territoriaux et professionnels qu'il conviendra d'examiner et qui offrent aux syndicats que l'État souhaite profondément intégrer à cette nouvelle économie (que ce soit Albert Thomas ou Loucheur...) toute une gamme d'instances de collaboration ou de présence qu'il conviendra d'étudier plus attentivement du point de vue des syndicats. Comment les ont-ils investies ? Qu'en ont-ils fait ?... Le syndicalisme français d'avant-guerre souvent réticent à l'intervention de l'État ou aux liens avec le politique se remet-il alors en cause ? À terme le productivisme semble aussi toucher nombre de syndicats et est une des pierres de touche, avec les nationalisations, du programme minimum de la CGT adopté en 1918 par une grande majorité des syndicats. La question de la concurrence économique internationale apparaît aussi avec toute son acuité à la fin de la guerre.

Mais le niveau de l'entreprise ou de la branche ne doit pas être méconnu pour autant. Car l'économie de guerre favorise aussi paradoxalement certains types d'action directe ouvrière, voire même les grèves, qui atteignent un haut niveau dès 1917. La conscience de classe peut être plus vive au regard de l'image de l'industriel profiteur de guerre.

Ces grèves de la guerre ou de l'immédiat après-guerre ont aussi des traits particuliers dans leur déroulement, leur mode de généralisation, leurs revendications, leurs réussites. Ces luttes s'appuient(ou conduisent à) sur des structures nouvelles : les syndicats d'industrie se généralisent, des formes de contrôle ouvrier apparaissent.

On se saurait cependant réduire l'économie à l'industrie de guerre, les autres industries, les services, les régions occupées doivent aussi être pris en compte.

II – 2 Le syndicalisme dans la société en guerre.

La mobilisation militaire et économique conduisent ou se lient à une mobilisation de toute la société. On souhaiterait que ce colloque soit l'occasion d'évoquer quelques aspects qui sont particulièrement liés au syndicalisme.

Mais avant la mobilisation, il y a une phase de déstructuration où tant la condition ouvrière que l'organisation syndicale sont gravement – mais inégalement – remises en cause. Il faut du temps pour que s'organisent les mobilisations et un certain ordre des choses. Dans tous les cas, des conditions nouvelles pèsent sur les syndicats et les syndicalistes (sur leur droit de réunion, le droit de se syndiquer, le droit de presse, le droit de manifester... - avec les cas spécifiques des zones des armées et de la zone occupée par les Allemands). Le choix de l'adaptation et/ou de la résistance se pose.

La mobilisation de la main d'œuvre est la principale question sociale qui rejaillit sur le syndicalisme. La mobilisation des hommes jeunes exige, en remplacement, celle d'une nouvelle main d'œuvre (ou d'une réorientation de celle-ci) : affectés spéciaux, main d'œuvre féminine, immigrée, coloniale... (voire prisonniers parfois) vient massivement grossir les rangs des travailleurs. Les situations particulières de ces nouvelles mains d'œuvre – où se pose la question accentuée de l'apprentissage – seront examinées. La question devient vite brûlante pour le mouvement syndical où les tensions abondent. Pourrait-on conclure à une occasion ratée ? En particulier devant l'afflux des femmes aux syndicats.

La mobilisation est aussi morale : l'arrière doit tenir et la menace de dénonciation de l'embusqué est partout. Les syndicats doivent maintenir

leur force et les conquêtes ouvrières sous les regards de leurs camarades du front, conserver des liens avec ceux de l'avant. La « famille » syndicale a-t-elle résisté au désordre de la guerre ? De ce fait un lexique moral et parfois militarisé se glisse dans les syndicats. Peut-on se réunir dans les cafés ? Peut-on aller au cinéma ? Que deviennent les Bourses du Travail ? Pour autant faut-il voir dans ces phénomènes l'expression d'une culture de guerre ?

Les identités syndicales et professionnelles, les cultures syndicales sont, ainsi, en grande partie bouleversées par la guerre ; une situation qui favoriserait l'éclatement ? le conservatisme ? ou tout au contraire la conscience de classe ?

Au bilan, il apparaît bien qu'il est possible de parler d'une vraie vague de syndicalisation de masse, sans doute la première, dans la période 1917-1920, ce qui indique une sensible rencontre du syndicalisme et du monde du travail et au-delà ... La place du syndicalisme dans la société à reconstruire paraît grandie. La loi des huit heures est un signe de ce nouveau rapport de forces.

III Une vue transnationale

Sur tous ces points, il apparaît que la guerre est tout à la fois une parenthèse refermée en 1919 et un formidable laboratoire d'anticipation économique et sociale. Il est dès lors nécessaire de conclure le colloque autour d'une réflexion sur la portée à moyen et long terme de la Première Guerre mondiale sur l'histoire du syndicalisme et des sociétés européennes (occidentales ?). Les modèles syndicaux de l'avant-guerre (syndicalisme révolutionnaire d'action directe, syndicalisme social-démocrate, syndicalisme travailliste et local de contrôle) paraissent remplacés par une division ternaire qu'exprime l'existence de trois confédérations (CGT, CGTu, cftc) et de trois ? Internationales. La division porterait désormais sur les relations avec un État reconnu auquel il faut s'adapter ou qu'il faut profondément révolutionner ? Mais l'exacerbation des discours créée par et sur la guerre pèse gravement dans ce schisme. C'est au prisme de la comparaison internationale que nous nous proposons de développer cette réflexion au travers de trois communications transnationales sur l'après-guerre.

Chronologie strasbourgeoise ; octobre-novembre 1918.

Septembre : Les services de propagande du groupe d'armées du duc Albert de Wurtemberg fonde l'Elsässer Bund pour combattre la propagande des Alsaciens et Lorrains de France.

21 septembre : Le général Ludendorff demande au gouvernement von Hertling d'entreprendre des négociations d'armistice et de paix avec les États-Unis.

28 septembre : les partis de la majorité au Reichstag s'accordent sur un programme de gouvernement commun. À la demande de Charles Hauss, ils se prononcent pour l'octroi de l'autonomie à l'Alsace-Lorraine.

Octobre : La ration individuelle du civil comporte 300 grammes de pain de seigle et de son par jour, 50 grammes de saucisse deux fois par semaine et un œuf par semaine, 30 grammes de graisse par semaine.

2 octobre : Le duc Albrecht de Wurtemberg, commandant du groupe d'armées des fronts d'Alsace et de Lorraine, a prévu de se replier sur la ville fortifiée de Strasbourg, de l'intégrer dans le front à stabiliser et de la défendre maison par maison, après évacuation intégrale de la population civile.

3-4 octobre : Max de Bade, chancelier d'Empire ; formation d'un gouvernement du Reich parlementaire, avec le Centre, le SPD, les nationaux-libéraux et les libéraux.

4 octobre : note du chancelier au président Wilson sollicitant sa médiation avec l'Entente sur la base des 14 points (or le 8^e prévoit la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France).

5 octobre : Dans son discours au Reichstag, Max de Bade annonce l'autonomie du Reichsland.

8 octobre : Le maire de Strasbourg, Rudolf Schwander est appelé à Berlin où on lui demande d'accepter le poste de Statthalter pour succéder à von Dallwitz.

10-11 octobre : Schwander consulte les partis politiques à Strasbourg. Tous restent dans une attitude prudente et attentiste. Beaucoup

d'hommes politiques déclarent que la population veut devenir française.

11 octobre : Schwander repart pour Berlin.

12 octobre : Départ de Strasbourg du Statthalter von Dallwitz et du secrétaire d'État von Tschammer und Quaritz. Les sous-secrétaires d'État, les conseillers et les chefs de division sont restés en place.

14 octobre : Schwander est nommé Statthalter. Charles Hauss est nommé secrétaire d'État avec mission de former un gouvernement parlementaire et de préparer une nouvelle constitution. Hauss n'accepte ce poste qu'à la condition que le gouvernement civil soit entièrement indépendant des autorités militaires, pour tout ce qui est de l'administration et de la vie politique. Il exige aussi la levée de l'état de siège, le retour immédiat des internés et exilés politiques, la fin de la censure postale et la complète liberté de la presse.

15 octobre : la fraction social-démocrate du Landtag se prononce à une voix de majorité pour le retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

16 octobre : réunion à Berlin de l'ensemble des députés d'Alsace-Lorraine, sauf Delsor. La majorité des députés se prononce en faveur d'une déclaration commune dans laquelle on ferait allusion au programme de paix de Wilson et au droit à l'autodétermination.

19 octobre : Hauss prend ses fonctions de secrétaire d'État et commence ses consultations pour la constitution de son ministère. Un groupe de Strasbourgeois francophiles décide d'envoyer un émissaire à Berne pour y rencontrer le Dr Pierre Bucher. Thomas Seltz transmet les nouveaux projets allemands à Casper. Gustave Wolf, propriétaire de la maison de musique S. Wolf, qui venait d'obtenir une autorisation de voyage en Suisse, apprend par cœur le rapport Casper et rencontre Bucher à Berne. Bucher envoie ces renseignements à Paris, où ils sont publiés par *Le Temps*.

23 octobre : discours de Ricklin au Reichstag. Il parle après les Polonais et les Danois du Schleswig : « l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, concédée

par le gouvernement, est déjà dépassée par la situation ». L'octroi de l'autonomie n'est plus ressentie par les Alsaciens-Lorrains que comme une lamentable comédie, puisque le Reich prétend s'appuyer sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qu'en même temps il décide unilatéralement de transformer le Reichsland en un État qui demeure partie intégrante de l'Empire. La question d'Alsace-Lorraine est devenue une question internationale dont la solution appartient au congrès de la paix.

25 octobre : discours de l'abbé Haegy : La politique allemande en Alsace-Lorraine depuis vingt ans a rendu vains tous les efforts qui peuvent encore être faits en faveur d'une solution dans le cadre allemand. Au congrès de la paix, il sera tenu compte du droit à l'autodétermination exigé par une très grande partie de la population.

26 octobre : Le Reichstag adopte une série de textes modifiant la Constitution de l'Empire dans le sens d'un régime parlementaire et plaçant les autorités militaires sous l'autorité du gouvernement civil.

28 octobre : Après divers entretiens à Berlin au sujet de la nouvelle constitution, principalement entre le Ministerialrat Dr Schwalb envoyé par le Statthalter, le Dr Lewald, secrétaire d'État et le vice-chancelier von Payer, Hauss peut faire connaître que le projet d'une nouvelle constitution faisant de l'Alsace-Lorraine un Land pleinement autonome dans le Reich, a été accepté par le chancelier. La fraction centriste du Landtag est divisée entre les partisans d'une Alsace-Lorraine autonome (Hauss, Didio), ceux qui estiment dangereuse l'autonomie octroyée par Berlin (Ricklin) et ceux qui pensent que la seule possibilité d'avenir est le retour inconditionnel à la France.

29-30 octobre : mutinerie des marins à Kiel et à Wilhelmshaven.

30 octobre : Réunion des partis à l'Hôtel de Ville. Le Centre décide que « la fraction ne se trouve pas en mesure de participer à la constitution du nouveau gouvernement ». Les libéraux décident de participer sans conditions au ministère. Les sociaux-démocrates déclarent ne pas pouvoir participer au ministère au

cas où il serait formé par les partis bourgeois. Le Centre décide l'exclusion de Hauss du parti, puisqu'il a obtenu arbitrairement son poste. Ricklin déclare publiquement à Hauss que son gouvernement est illégal, puisqu'en dépit de la proclamation de l'autonomie, sa nomination et celle du Statthalter n'a pas été ratifiée par les chambres d'Alsace-Lorraine. Hauss décide de partir aussitôt pour Berlin pour y donner sa démission, mais personne n'est volontaire pour prendre sa succession aux affaires. L'État-major du groupe d'armées Albrecht von Wurtemberg est prêt à prendre les dispositions nécessaires pour la marche des services publics et le maintien de l'ordre. Hauss reçoit à la gare la nouvelle que son parti ne maintiendra pas son désaveu au cas où il se contenterait d'expédier les affaires courantes. Le Bloc lorrain refuse de se prononcer, mais en privé ses membres demandent à Hauss de conserver son poste pour éviter le pire.

31 octobre : réunion pour le droit à l'autodétermination à « la Ville de Reims » à Colmar : Gilg, abbé Hanhart, Steib, maire de Wühr-en-Plaine.

Vendredi 1^{er} novembre : Un représentant du chancelier accepte la solution d'un « cabinet d'affaires » et d'administration simple. Schwander et Hauss sont chargés de constituer un cabinet des affaires courantes. Hauss accepte à la condition de n'être pas obligé d'agir pour maintenir l'Alsace-Lorraine dans le Reich. Le comte d'Andlau est nommé sous-secrétaire d'État à l'Agriculture, le chanoine Didio sous-secrétaire d'État aux Cultes et à l'Instruction, le juge Kuntz sous-secrétaire d'État à la Justice. Hauss se charge de l'Intérieur. Hauss affirme que « chaque Alsacien-Lorrain pourra librement exprimer son choix » dans la question de l'avenir du pays.

Dimanche 3 novembre : réunion à Strasbourg au Palais des Fêtes de vieux-Alsaciens de l'Elsässer Bund (Wurtz, Erhardt, Gilg, pasteur Grucker, curé Sigwalt) réclamant le droit à l'autodétermination ; envoi d'un télégramme à Wilson.

Réunion à Berlin-Schöneberg de « natifs » d'Alsace-Lorraine. Ils réclament l'autodétermination du peuple alsacien-lorrain, mais avec maintien d'une communauté économique avec l'Allemagne.

A Kiel, les marins insurgés créent un Conseil de soldats.

Mardi 5 novembre : La *Freie Presse* ironise sur la précipitation du choix fait à Berlin alors que « le problème alsacien-lorrain ne date ni d'hier, ni même d'avant-hier, mais est posé depuis quarante-huit ans ». Fritz Kieffer, directeur de l'Imprimerie alsacienne, adresse une circulaire en français à un certain nombre de Strasbourgeois pour annoncer la constitution d'un comité provisoire pour organiser la réception des troupes françaises et alliées et fait appel aux adhésions.

Mercredi 6 novembre : distribution d'un tract à Colmar et à Mulhouse : Vive la République libre neutre d'Alsace-Lorraine ! L'annexion à la France ruinerait le vignoble alsacien et dévaluerait les biens fonciers, mettrait en péril les retraites des travailleurs. Les Eglises seraient séparées de l'État. L'allemand serait persécuté et on s'en prendrait au dialecte. Les revenus des chemins de fer, des mines de Lorraine et de Haute-Alsace seraient enlevés à la région.¹

Appel du curé sigwalt au clergé catholique : l'Alsace catholique doit tout faire pour ne pas être attribuée à un État et à un peuple athée. Grève dans les usines de munitions. Les ouvriers et ouvrières du dépôt d'artillerie communiquent à la *Freie Presse*¹ que la commission ouvrière (*Arbeiterausschuß*) s'est adressé plusieurs fois en vain à l'administration du dépôt d'artillerie de Strasbourg pour obtenir une allocation exceptionnelle de vie chère (*einmalige Teuerungszulage*). Le personnel faisait référence au fait que dans presque toutes les administrations (chemins de fer, postes, etc.), une mesure de ce genre avait déjà été prise et que les employés (hommes et femmes) des bureaux du dépôt avaient perçu des montants de 280 à 480 marks le 4 novembre. Cette injustice amena le personnel ouvrier à cesser le travail. Dans la matinée, les ouvriers et ouvrières grévistes sortirent du dépôt, traversèrent la ville. La manifestation se termina devant le dépôt d'artillerie place Broglie. Ce défilé de plusieurs centaines de grévistes constitua bientôt la matière

¹ « Streik in Munitionsbetrieben », *fp*, 7.11.1918.

des conversations. Dans la cour du dépôt, la direction fit un discours aux grévistes. Les grévistes se demandant si les nombreux hommes et femmes marié(e)s ont moins de besoins et de soucis que les jeunes de 16 ans qui travaillent dans les bureaux. Ils seraient très satisfaits de recevoir comme ce fut le cas des employés 400 marks, plus 50 marks par enfant, ce qui leur permettrait de mettre en cave leur provision d'hiver de charbon et de pommes de terre. Nous espérons qu'ils obtiendront satisfaction sans qu'il soit besoin de parvenir à des incidents comme le 22 octobre. Rappelons aux collègues que leur situation serait bien meilleure s'ils s'étaient syndiqués.

Jeudi 7 novembre : des groupes de soldats, permissionnaires et déserteurs, et de jeunes, très agités, circulent dans Strasbourg. Le gouverneur militaire fait placarder un appel à la discipline. L'adjoint Timme demande aux parents de garder leurs enfants à la maison. A Munich, le SPD et l'USPD forment un Conseil des ouvriers et des soldats, dont Kurt Eisner (USPD) est élu président.

Vendredi 8 novembre : À Munich, la République libre de Bavière est proclamée; Kurt Eisner forme un gouvernement provisoire. Le commandant de la place fait placarder en ville un appel à ne plus participer aux manifestations adressé aux soldats permissionnaires. La *Freie Presse* déclare que « les travailleurs alsaciens-lorrains se déclarent en n'importe quelles circonstances pour le retour pur et simple de l'Alsace-Lorraine à la France ».

Vers 22 heures, manifestation de garçons et de filles derrière un drapeau tricolore. Ils chantent la Marseillaise et, devant le poste de garde de l'Aubette, exigent la libération des prisonniers, mais les cellules sont vides. Vers minuit, un petit groupe va huer quai Koch la villa du prince Joachim, fils de l'Empereur, alors à l'État-major de l'armée à Molsheim, et fait un charivari à la princesse.

Samedi 9 novembre : À Berlin, le Conseil des ouvriers et des soldats proclame la grève générale. Le SPD quitte le gouvernement. Le prince Max de Bade annonce l'abdication de Guillaume II et transmet les pouvoirs de la chancellerie à Friedrich

Ebert. A 14 heures, du balcon du Reichstag, Philippe Scheidemann proclame la République libre allemande et la formation d'un gouvernement social-démocrate. A 16 heures, Karl Liebknecht proclame au château royal la République socialiste d'Allemagne.

La presse du matin a annoncé la remise des conditions d'armistice aux plénipotentiaires allemands. On apprend aussi la proclamation à Munich de la République bavaroise et l'abdication du Kaiser. Dès le matin, des milliers de personnes s'assemblent place Kléber. La statue de Kléber est couverte de fleurs et de rubans tricolores. Les soldats s'en prennent à leurs officiers, qu'ils désarment et auxquels ils arrachent décorations, épaulettes et insignes de grade.

Vers midi, arrivée par Wissembourg du premier détachement de marins mutinés de la Baltique. La *Freie Presse*, de même que Frey dans la *Bürgerzeitung* (où il n'a pas écrit depuis 1914) prennent publiquement position en faveur du retour de l'Alsace à la France. Peirottes traite Guillaume II de lâche. Les drapeaux tricolores font leur apparition aux fenêtres.

Charles Frey et Jean Knittel sont interpellés dans un café de la place Gutenberg par Victor Antoni en uniforme : « Allons-nous faire la révolution? » Frey et Knittel : « Quelle révolution? » Antoni : « Tout est prêt, les cadres pour la formation de l'*Arbeiter- und Soldatenrat* sont constitués. Les autorités militaires sont impuissantes. » Réflexions de Knittel : « Pourquoi pas? Depuis des années, nous ne pensions qu'à cela... Il fallait éviter que les Français retrouvent un pays entièrement boulevé. Si la formation des Soviets ne pouvait être empêchée (...) il fallait se joindre au mouvement pour faire du "noyautage" et dans les organisations mêmes tenir tête aux éléments qui chercheraient à pêcher en eau trouble. »

9 heures du soir : quelques milliers de personnes se retrouvent place Kléber. Une certaine tension règne dans la foule.

200 personnes partent pour la prison de la rue du Fil et exigent la libération des prisonniers, bien que les prisonniers politiques n'y sont pas incarcérés. Le sous-officier, chargé de la sécurité, ne dispose que de 8 soldats. Il obtient l'aide de la Pré-

sidence de Police, qui envoie 24 hommes. Quelques hommes, munis de haches, s'attaquent à la porte en chêne de la prison et la brisent. La garde tire deux fois en l'air. En quelques minutes, la rue du Fil se vide et la foule reflue place Broglie devant le Théâtre, où l'on jouait une œuvre de Konradin Kreutzer devant un public clairsemé. On repart pour la villa du prince Joachim, que l'on trouve vide, puis chez le duc Albrecht de Wurtemberg, commandant d'armée, place Brandt, mais sa villa est bien gardée. La foule se dirige alors, Allée de la Robertsau, vers le logement du major de la place, un « brave homme » nommé Schmitt. Sa maison est mise à sac.

Dans la soirée, le gouvernement militaire apprend l'arrivée, par Kehl, d'un train de matelots révolutionnaires alsaciens. Le commandant du pont du Rhin, le capitaine Schmidt, veut interdire le franchissement du Rhin au convoi. Les marins essayent de forcer le passage; la garde tire et tue le marin qui s'était mis aux commandes de la locomotive, un certain Fir, qui fut enterré le 14 à Kehl. Les marins se répandent alors dans Kehl et soulèvent la garnison.

Selon *Das Elsass* et Baechler, les parlementaires de la 2e Chambre du Landtag se réunissent à l'initiative du chanoine Eugène Muller sans Ricklin et prennent la décision de se constituer en Conseil National souverain. Ils justifient cette décision en expliquant que la souveraineté sur l'Alsace-Lorraine qui était entre les mains de l'Empereur, revient naturellement après son abdication aux élus du suffrage universel.

Ricklin prétend que cette réunion s'est déroulée le 10 à son initiative à l'Hôtel de France dans la chambre de Labroise, président du groupe lorrain indépendant, rentré de son exil forcé en Allemagne. Ce dernier fait est confirmé par Bourson, mais situé le 9. Richez estime que Ricklin n'a commis qu'un erreur de date.

A l'occasion de cette réunion, un certain nombre de divergences apparaissent entre les députés quant à l'avenir national de l'Alsace-Lorraine et à la fonction du Conseil National. Peirottes et Pflieger défendent le principe d'une déclaration en faveur d'une fusion pure et simple avec la France; Ricklin voudrait que cette déclaration laisse la décision au Congrès de la Paix. Le Chanoine Muller est également hostile à une déclaration de fusion pure

et simple et voudrait introduire quelques considérations sur le statut particulier de l'Alsace-Lorraine. Le Statthalter avait dès la fin du mois d'octobre convoqué le Landtag pour le 12 novembre par ordonnance impériale. Pour déjouer toute manœuvre de l'État allemand, certains parlementaires tombent d'accord pour convoquer eux-mêmes le Landtag. Réunis chez Labroise, Pfeleger, Peirottes, Ricklin, Georges Wolf, Fritz Kiener et Eugène Muller décident de saisir cette occasion pour se constituer ce jour-là en Conseil National. D'autres comités alsaciens se sont formés, en particulier le « Comité de salut public » qui comprend Charles Frey, Xavier Naegert, futur président du Tribunal, Jules Levy, président de police par intérim, Thomas Seltz, rédacteur en chef de l'*Elsässer*.

Dans la soirée, Peirottes se proclame maire de Strasbourg, avec Laurent Meyer comme adjoint provisoire. Le Conseil municipal est convoqué pour le lendemain à midi.

Dimanche 10 novembre : À Berlin, l'USPD entre dans le gouvernement Ebert. À l'assemblée générale des Conseils d'ouvriers et de soldats, réunie au cirque Busch, la majorité des délégués soutient Ebert et procède à l'élection du gouvernement des six commissaires du peuple (*Volksbeauftragte*), dont trois SPD (Ebert, Scheidemann, Landsberg) et trois USPD (Barth, Dittmann, Haase) assistés des secrétaires d'État déjà en poste sous l'Empire. K. Liebknecht et les spartakistes avaient préconisé en vain le passage à la révolution sociale sous la direction des conseils.

Dans la nuit : le député social-démocrate Bernhard Boehle très lié depuis la guerre au lieutenant-colonel von Holleben, chef d'état-major du gouvernement militaire, est reçu par le gouverneur militaire à qui il annonce la formation d'un conseil de soldats. Les autorités militaires, qui ont reçu du Grand Quartier Général l'ordre de « négocier à l'amiable avec les Conseils de soldats en formation », renoncent à une intervention de l'armée contre les manifestants, projetée au cours de la nuit.

Boehle et Riehl font le tour des casernes et demandent l'élection de délégués au Soldatenrat. Charles Frey, revenu du front, est tiré de son lit par l'annonce de son élection par son bataillon comme membre du Conseil. Il

renvoie son commandant de l'autre côté du Rhin et laisse les officiers en fonction sans insignes.

4 heures du matin : le poste du pont est enlevé par les marins.

6 heures du matin : le train transportant les marins révolutionnaires entre en gare centrale de Strasbourg. Ils proclament aussi la formation d'un Conseil de soldats. La gare devient le camp retranché des marins révolutionnaires.

6h30 : le général von Rohden, son chef d'État-Major et deux officiers reçoivent Boehle et les 15 membres du Conseil de soldats dans le salon Louis XV du gouvernement militaire. Boehle présente les revendications des soldats. Le général les accepte. Il met à leur disposition des véhicules pour poursuivre leur tournée des casernes. Boehle accepte d'être accompagné par un aide de camp du gouverneur, à condition que cet officier ne tienne pas de discours aux troupes.

Soleil radieux sur l'Alsace. Les officiers allemands prétendent que la France est en révolution, que Foch a été assassiné et Clemenceau forcé à démissionner.

Toute la matinée, Boehle et Riehl vont parcourir la ville dans une voiture arborant un petit drapeau rouge, de caserne en caserne, pour convier les soldats à élire leurs représentants au Soldatenrat. Les autres membres du Conseil suivent dans deux autres véhicules. Le seul point de la proclamation révolutionnaire qui semble intéresser les soldats est la décision de distribuer la même nourriture aux officiers qu'aux soldats. À la Citadelle, au 10^e régiment d'artillerie, le discours de Boehle est interrompu par la trompette sonnante à la soupe, provoquant la fuite de tous les auditeurs. Cet incident provoque l'hilarité de l'aide de camp qui s'écrie que si ce sont là des révolutionnaires, il n'y paraît vraiment pas.

On annonce que les magasins du port du Rhin sont en train d'être pillés. Les voitures interrompent leur tournée des casernes et gagnent au plus vite le port, où des militaires et des civils emportent le contenu des entrepôts, que l'on a forcés. Boehle ordonne aux pillards de rapporter le pain et les sardines volés, puis regagne sa voiture en avouant son impuissance. La tournée des casernes est écourtée, car le chef d'état-major

annonce par téléphone qu'un second Conseil des soldats s'est formé sous la direction du sous-officier Rebholz, rédacteur au gouvernement militaire, syndicaliste dans le civil, et qu'il formule de nouvelles exigences. Vers midi, Boehle regagne l'Hôtel de ville, devenu quartier général de la révolution.

10 heures : les prisonniers des salles d'arrêt et des prisons pourvu qu'ils ne fussent pas accusés de crimes, sont libérés. Selon Foessel, « la lie de l'armée et les bas-fonds de la cité » se mêlent « au flot révolutionnaire ». Des patrouilles de militaires et de civils arrachent sous la menace des armes les insignes de grade des officiers rencontrés dans les rues. Une foule nombreuse se presse sur la place Kléber toute la journée. Mises à part les réactions énergiques de quelques officiers qui viennent de rentrer du front, la plupart se laissent faire sans résistance, ou même le font eux-mêmes. Le poste de garde de l'Aubette est orné de drapeaux rouges. Des orateurs se relaient au balcon pour haranguer la foule.

À midi, le Conseil municipal s'est réuni d'urgence à la demande de plusieurs conseillers municipaux. La salle du Conseil étant occupée par le Conseil des soldats, le Conseil se réunit dans la salle des commissions. Une vingtaine de présents (dont Heysch, Kamper, Meyer, Peirottes sous la présidence de l'adjoint Timme, bourgmestre suppléant. D'autres conseillers entrèrent par la suite, notamment Riehl et Schullenburg. Böhle était absent excusé. Celui-ci ouvre la séance en faisant rapidement le point de la situation. Il enregistre « la création d'un conseil d'ouvriers et de soldats qui a pris le pouvoir » et propose que le Conseil municipal soutienne ce conseil pour le maintien de l'ordre et le ravitaillement de la ville. Peirottes déclare que des temps nouveaux sont nés depuis la nuit précédente et que des hommes également nouveaux deviennent nécessaires pour le gouvernement de la cité. Timme affirme qu'une nouvelle élection doit avoir lieu pour entériner cet acte révolutionnaire. Sur ce, Laurent Meyer propose de nommer Jacques Peirottes à la place de Schwander maire de Strasbourg « pour obtenir les bonnes grâces du Conseil des ouvriers et des soldats ; sinon, le Conseil des ouvriers et des soldats risque de choisir

lui-même un maire et de s'emparer du pouvoir municipal... Le fait de savoir que la démocratie et la social-démocratie ont pris les choses en main tranquilliseront le conseil des ouvriers et des soldats.» Weill appuie la proposition de Meyer en expliquant que c'est là le vœu non seulement du conseil des ouvriers et des soldats, mais de toute la population. «Pourquoi tout devrait-il rester comme avant à Strasbourg, alors que tout est en train de changer, pourquoi ne prendrions-nous pas notre histoire entre nos mains?» Personne ne fit d'objection. Peirottes est élu maire (23 voix) et Neunreiter premier adjoint (25 voix)². Une édition spéciale annonce la démocratisation de l'administration municipale. Le nouveau maire appelle la population à garder le calme et à obéir aux instructions données par les organes de sécurité du Conseil des ouvriers et soldats, ainsi que par la Garde civique provisoire armée de fusils, formée par la municipalité (brassard blanc et rouge) et composée en grande partie des membres de l'ex-Cercle des étudiants, dissous par les autorités allemandes, mais aussi des pompiers, des garde-champêtres et des employés d'octroi déjà armés. Commandée par le directeur des services d'incendie Herz et placée sous l'autorité du président de police Levy, elle s'organise à partir des postes de police. Elle est chargée de protéger la propriété des citoyens. La garde civique comptera jusqu'à 2000 hommes payés par la municipalité. Les théâtres et les cinémas continueront à fonctionner. Les cafés et restaurants doivent fermer à 22 heures. Le couvre-feu est fixé à 23 heures.

Midi : Rebholz annonce devant le poste de garde de l'Aubette que l'Ancien Régime est abattu et que le peuple a pris en main le gouvernement. Meyer, président du conseil ouvrier, et Rebholz, président du Conseil des soldats, demandent au peuple de maintenir le calme et l'ordre. «Le moment est trop grave pour que l'on puisse tolérer n'importe quel acte de désordre.»

Peirottes proclame alors devant la statue de Kléber la République, selon Foessel, ou la République sociale, selon la *Freie Presse* et Richez. Les six députés de Strasbourg au Landtag lancent un appel commun

au calme et annoncent la réunion du Landtag pour le lendemain 11 novembre.

14 heures : première réunion du Soldatenrat à l'Hôtel de Ville (?).

Rebholz est élu président. Sur la place Kléber, il est interpellé par un soldat alsacien qui demande en dialecte que l'on interdise le drapeau bleu-blanc-rouge : «Le drapeau tricolore comme le drapeau noir-blanc-rouge est une marque de trahison à la liberté, à l'égalité et à la fraternité.» Il répond : «Il faut composer avec les rapports de force existants et chacun doit pouvoir arborer les couleurs de son choix.»

Le Conseil des soldats demande à Peirottes de convoquer dans l'après-midi les représentants des organisations ouvrières. Ceux-ci se joignent à la réunion du Conseil des soldats et élisent un comité exécutif de 13 membres qui se proclame Conseil des ouvriers et des soldats. Rebholz, sous-officier, secrétaire du syndicat des ouvriers brasseurs, est élu président. Deux autres secrétaires de syndicats, Eckard et Hueber sont également portés à la direction du Conseil.

Rebholz, président du conseil des ouvriers, se présente devant le corps de garde de l'Aubette, et proclame la République bolchevique allemande. Peirottes comprend immédiatement qu'il doit agir de son côté pour bien marquer les positions respectives et rendre confiance à la population alsacienne. Il se précipite sous la statue de Kléber, où il proclame également la République, en se gardant bien de la définir.

Affichage d'un appel du Conseil des ouvriers et des soldats signé par Gustav Schulenburg, secrétaire du syndicat des métallurgistes, à la classe ouvrière de Strasbourg lui demandant de rejoindre les lieux de travail et de ne pas cesser le travail, d'élire dans chaque entreprise des conseils ouvriers et d'adresser les réclamations éventuelles à la Commission des plaintes du Conseil des ouvriers et des soldats.

Au Conseil municipal, Laurent Meyer explique à une délégation du comité de réception des troupes françaises qu'il ne faut pas s'inquiéter, que la ville est en de bonnes mains : «Un Conseil ouvrier s'est formé composé de Peirottes, Riehl, Schulenburg et moi, qui doit prendre la direction en main. Nous sommes tous les quatre des travailleurs organisés et

des Strasbourgeois : les affaires de la ville sont en de bonnes mains.»

Selon Ricklin², président du Landtag : «Vue l'imminence de la chute du gouvernement impérial, je me rendis le 10 novembre à Strasbourg avec le plan bien arrêté de faire renverser notre gouvernement institué par décret impérial, de revendiquer les pouvoirs publics pour la Seconde Chambre de notre Parlement élu par vote direct et de les faire conférer à un comité exécutif qui en assurerait provisoirement la gestion dans l'intérêt du maintien de l'ordre dans notre pays. Je fis donc, le même jour, convoquer d'urgence les membres du Senior Konvent (Conseil des Anciens) à l'Hôtel de France dans la chambre de M. Labroise... J'expose mon projet et l'urgence de son exécution en vue du danger de voir s'établir à Strasbourg un gouvernement révolutionnaire du Conseil des soldats.»

On apprend que les services de la Présidence de Police se préparent à détruire tous les dossiers politiques secrets concernant les Alsaciens et leur action, avant et pendant la guerre. Le juge Jules Levy décide d'empêcher ces destructions irréparables ou le transfert de l'autre côté du Rhin des documents les plus importants, ainsi que la remise de ces services aux extrémistes. Il se fait remettre par le conseil ouvrier le commandement d'une dizaine d'hommes en armes. Sans aucune opposition, ils occupent la Présidence de Police. Le président von Lautz disparaît aussitôt, ainsi que la plupart de ses subordonnés. En même temps, les commissariats de quartiers tombent aux mains de Strasbourgeois et sont placés sous la direction de l'avocat Paul Weiller et du journaliste Jean Knittel. Mais les possibilités d'action de ces nouvelles autorités sont limitées, car les policiers allemands n'osent plus se montrer en public.

La *Freie Presse* est choisie comme organe officiel du Conseil des ouvriers et soldats. La poste centrale est placée sous l'autorité de Schmitt, membre du Conseil des soldats. Le bureau de l'agence Wolff passe sous l'autorité de Fischer, rédacteur en chef de la *Freie Presse*.

Les instances parlementaires et communales, ainsi que le Conseil des ouvriers dirigé par Boehle siègent à l'Hôtel de Ville. Le Conseil des soldats dirigé par Reinartz et Thomas siège au Palais de Justice, sur lequel flotte le drapeau rouge et où sont

² Verhandlungen des Gemeinderats Straßburg, Strasbourg, 1918, p.647

installées dans les couloirs deux cuisines de campagne et dans le bureau du procureur un dépôt de bière et de vin.

Le soir, la place de la Gare s'était transformée en véritable bivouac. Des milliers de soldats, qui avaient abandonné leurs unités, cherchaient à regagner leurs foyers : des grappes humaines étaient accrochées aux trains en partance ou se couchaient sur les toits des wagons. A l'opposé, d'autres trains ramenaient des soldats alsaciens et lorrains qui s'efforçaient de rentrer chez eux. L'organisation de l'évacuation des troupes est définie comme l'un des objectifs prioritaires du Soldatenrat. Les milieux francophiles souhaitent joindre le plus vite possible l'armée française, pour l'informer de la véritable situation de l'Alsace. Les deux stations émettrices de radio se trouvaient l'une à la porte de Kehl, gardée par un groupe d'officiers non-révolutionnaires, l'autre sous la garde des aviateurs du Polygone. Frey et Peirottes mandatent Jean Knittel et Freysz pour lancer un appel pressant au gqg français, à partir du camp d'aviation. Le Conseil ouvrier de la Mairie dominé par les Alsaciens établit un ordre de mission, leur accorde une voiture et dix hommes. Ils partent vers 23 heures, mais les aviateurs *königstreu* n'ont pas été affectés par la Révolution ; la « garde révolutionnaire » s'enfuit. Knittel et Freysz, après force discussions, finissent par convaincre le commandant du camp, qui avait été prévenu par le Soviet du Tribunal de se méfier du Soviet de la Mairie, d'accepter de suivre les ordres du pouvoir révolutionnaire. Il les conduit à la station de télégraphie sans fil, où ils s'aperçoivent que les appareils sont déjà hors d'usage.

Lundi 11 novembre : à Rethondes, à 5 heures du matin, une délégation présidée par le secrétaire d'État centriste M. Erzberger, signe la convention d'armistice. Les hostilités prennent fin à 11 heures. La convention définit les lignes de repli successifs des armées allemandes, que les armées alliées suivront à douze heures d'intervalle à partir du 17 novembre.

Matin : Tous les députés à la Seconde Chambre du Landtag qui avaient pu répondre aux convocations télégraphiques se réunissent dans le bureau de Ricklin au Landtag.

Il y a urgence : un gouvernement issu des conseils risque devoir le jour. Ils décident d'emblée que le Landtag se transforme en Conseil national alsacien-lorrain et qu'un ministère provisoire assurera, dans la mesure du possible, un fonctionnement normal des services publics. Il s'agit d'établir une autorité légale, dont peuvent se prévaloir les fonctionnaires alsaciens-lorrains.

Selon Richez, les députés de la seconde chambre ne se sont décidés à se proclamer Conseil national que sous la pression des événements. La formation des conseils de soldats et d'ouvriers représente pour eux une menace telle qu'elle les a déterminés à franchir le pas. Cette situation apparaît comme chargée de conflits potentiels entre le Conseil national et le Conseil des ouvriers et soldats, qui proclament chacun leur pouvoir souverain.

Le Conseil national décide de siéger en permanence et constitue immédiatement le *Verwaltungsausschuss* (ministère d'affaires) provisoire prévu et qui ne comprend que des « indigènes ».

Justice et Cultes : Burger

Agriculture : Heinrich

Prévoyance sociale : Imbs

Finances : Jung

Travaux publics et Transports :

Laurent Meyer

Intérieur et Instruction publique :

Dr Pfleger

Sans portefeuille : Peirottes,

Hoer

Le nom du docteur Ricklin a été cité dans le premier communiqué pour assurer la présidence, mais il est rapidement éliminé.

Boehle aurait beaucoup aimé recevoir l'Intérieur. Il se venge de sa déconvenue en colportant dans les couloirs de l'ancien Landtag les plus fâcheuses nouvelles et en cherchant par tous les moyens à paralyser l'action du Conseil national.

Le Conseil national et le gouvernement attendent des populations d'Alsace-Lorraine qu'elles apportent toute leur confiance au pouvoir choisi parmi leurs représentants élus et qu'elles fassent tout pour faciliter leur tâche pendant cette courte période de transition.

Le Conseil national et le gouvernement considèrent comme leur occupation exclusive le maintien de l'ordre public et la poursuite des affaires jusqu'au règlement définitif de notre situation. Le Conseil national compte sur l'ensemble des employés

du Land pour qu'ils restent à leurs postes et pour qu'ils poursuivent leur travail comme auparavant.

Le Conseil national compte aussi sur les travailleurs et les paysans, conscients de la gravité de l'heure, pour qu'ils fassent leur devoir en toute solidarité, qu'ils continuent à approvisionner les villes et qu'ils poursuivent leur travail.

Le consensus entre les députés s'est réalisé sur le maintien de l'ordre « jusqu'au règlement définitif de notre situation ». Cette formule très générale masque les profondes divergences qui existent entre les députés quant à ce « règlement définitif ». Une délégation va trouver le Statthalter Schwander pour le prévenir que du fait de l'effondrement du régime impérial, le Conseil national ne lui reconnaît plus son autorité. Schwander lui apprend que Hauss et lui-même sont démissionnaires depuis la veille :

Zu erst war er Maire,

Dann Staatssekretär

Und zuletzt schwand er.

Une simple lettre est adressée à Hauss, pour lui apprendre que le Secrétariat d'État est supprimé.

Le Conseil national est immédiatement reconnu par le gouvernement de Berlin, qui fait parvenir au Conseil national un télégramme de félicitations :

Le gouvernement d'Empire accuse réception de l'information de la constitution d'un Conseil national et souhaite à celui-ci bon succès dans l'administration du pays. Ebert, Haase.

Le Bezirkspräsident de Basse-Alsace confirme l'élection du nouveau maire de Strasbourg. Il n'est pas question d'un décret impérial vu la situation. Le Conseil national confirme également cette élection.³

Peirottes et Frey convainquent Reholz de créer un Conseil supérieur (ou *Zentralrat*) de treize membres, siégeant au Tribunal, qui détient tout le pouvoir et dont Peirottes et Frey font partie. Ce conseil se contente d'enregistrer la formation du Conseil national. Selon Peirottes, il n'y a pas eu d'opposition à sa création.

Reinartz met la main sur les dépôts de munition de la place et distribue les armes aux éléments les plus révolutionnaires. Il refuse d'en fournir à la Bürgerwehr fondée par la

³ Verhandlungen des Gemeinderats Straßburg, Strasbourg, 1918, p.674.

municipalité.

Une affiche est placardée et un communiqué est publié dans la presse par le Comité exécutif. Les travailleurs sont appelés à rejoindre leur lieu de travail et à ne pas s'en éloigner. Chaque entreprise doit procéder à l'élection d'un Conseil. La liste de ses membres doit être immédiatement communiquée au Conseil exécutif.

Le *Soldatenrat* publie un appel aux communes rurales pour les convaincre de poursuivre leurs livraisons de vivres.

Au Conseil des Soldats, un intervenant propose de hisser le drapeau rouge sur la Cathédrale « comme symbole du grand mouvement révolutionnaire, afin de montrer aux Français quand ils arriveront à Strasbourg qu'en Allemagne, la liberté a été établie et que l'Alsace ne sera pas le glacis du capitalisme français » Rebholz s'y oppose : « Le drapeau rouge ne ferait qu'effrayer la population alsacienne et bien que je sois vieil-allemand et d'accord avec le principe, je souhaite que l'on ne provoque pas la population avec laquelle on doit maintenir de bonnes relations. »

L'échec de la transmission radio fait décider l'envoi d'un message à l'armée française. Freysz est chargé d'une lettre de Peirottes. Il part en vélo, prend en route un train de marchandise et finit à pied vers Senones, où se trouve un Quartier général du général Gouraud. Mais il est arrêté par les avant-poste allemands. Il réussit à passer en prétendant qu'il est chargé par le Soviet de Strasbourg de porter la révolution dans l'armée française. Il atteint les lignes françaises près de Lure et est arrêté par les Français comme espion.

Affiche du Conseil des ouvriers et soldats (sans date) : La bourgeoisie repue cherche à confisquer notre mouvement libérateur. Nous n'avons rien de commun avec les États capitalistes. Notre mot d'ordre : ni allemand, ni français, ni neutre. Le drapeau rouge a triomphé. Vive la social-démocratie internationale!

Boehle abandonne rapidement la partie, d'autant plus qu'entre temps sa boutique du pont du Corbeau est détruite par des manifestants.

Les conseils d'ouvriers se multiplient, mais les ouvriers indigènes restent passifs. Seraient seuls gagnés à la Révolution les professions en relation avec l'Armée : usines d'armement,

arsenaux, tailleurs et bourreliers.

Le Conseil central des soldats de Strasbourg, qui représente trente unités militaires, met en place des commissions des transports, des finances, de la démobilisation, de sécurité, des passeports, des salaires, du ravitaillement. Ces commissions siègent dans divers bâtiments privés ou officiels civils ou militaires : transports au palais du gouverneur militaire, démobilisation à la Banque de Mulhouse ; la plupart des autres sont situées dans divers bureaux du tribunal.

Le Conseil central ordonne l'expulsion des chefs de la police : Ruhmann, Schellen, Schlöne, Brandt.

Un bureau rue Brûlée est mis en place par le *Soldatenrat* pour affecter les soldats isolés dans les différentes unités de la ville qui sont chargées de leur fournir du ravitaillement et d'organiser leur rapatriement.

Joseph Hummel, responsable de la commission de circulation d'Alsace-Lorraine, lance, avec le soutien du Conseil des ouvriers et des soldats de Strasbourg, un appel aux conseils d'ouvriers et de soldats d'Alsace-Lorraine :

« La situation sur le front risque de devenir catastrophique. Les convois de subsistance et de blessés sont bloqués à cause de quelques conseils locaux d'ouvriers et de soldats ou de personnes qui se présentent comme leurs représentants... Du point de vue de l'intérêt de l'ensemble des Conseils d'ouvriers et de soldats, en aucun cas et pour aucune raison, de tels convois ne sauraient être entravés. »

Mardi 12 novembre : Communiqué du chef de la police Jules Levy : « Dans l'intérêt du maintien du calme et de l'ordre, je demande aussi bien aux citoyens de Strasbourg qu'à toute personne étant à l'heure actuelle à Strasbourg de n'arborer aucune couleur nationale ou autres insignes nationaux. »

Affiche du Conseil des ouvriers et soldats signé L. Meyer et J. Rebholz, au sujet de vols et de trafics de biens militaires, menaçant d'arrestation immédiate les responsables et de confiscation totale de leurs biens, qui seraient vendus au profit de la caisse du conseil des ouvriers et soldats.

Freysz est relâché et peut transmettre le message de Peirottes aux Français, mais l'armée est tenue par les clauses de l'armistice. Le haut commandement tient par dessus

tout à ce que les troupes alliées n'entrent en aucun cas en contact avec les Allemands en pleine révolution.

Session plénière de la Seconde Chambre du Landtag, qui confirme sa transformation en Nationalrat. La composition du *Verwaltungsausschuss* est confirmée, à l'exception de Ricklin. La présidence du nouveau gouvernement est alors confiée à Jacques Peirottes, qui cumule la mairie, la présidence du gouvernement d'Alsace-Lorraine, des sièges de membres du Conseil national et du Conseil central des ouvriers et des soldats.

Mercredi 13 novembre : Publication du calendrier du retrait des troupes allemandes entre le 14 et le 17 novembre. Trois jours doivent séparer ce retrait et l'arrivée des premières troupes françaises.

Beaucoup de soldats convergent vers Strasbourg dans l'espoir de trouver un moyen de transport pour rentrer chez eux le plus rapidement possible. Cette masse de soldats remet en cause le ravitaillement de la ville et fait peser une menace permanente sur le maintien de l'ordre. Ils constituent une masse importante de pillards.

Assemblée générale du *Soldatenrat* : Le retrait des soldats doit se faire le plus rapidement possible, mais dans un ordre parfait, unités par unités. Le retrait des soldats dans l'ordre est également valable pour les prisonniers de guerre.

Dans ce souci, l'assemblée générale accepte la requête du gouvernement allemand de maintenir les tribunaux militaires, de rendre tous les pouvoirs aux commandements. Les conseils de soldats gardent un pouvoir de contrôle.

Au conseil municipal, Peirottes explique à ceux qui veulent s'opposer à ce que le drapeau rouge soit hissé sur la cathédrale : Si le drapeau rouge est hissé sur la cathédrale, c'est que ceux qui auront agi ainsi sont plus forts que nous. Contre cela, nous ne pouvons rien.

15 heures : Le drapeau rouge est hissé sur la flèche de la Cathédrale. Une opposition entre le Conseil national et le Soviet ne tarde pas à se faire jour lorsque le Conseil national envisage un projet de déclaration en faveur du rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France. Une partie du Conseil des soldats envisage d'arrê-

ter les membres du Conseil national et d'instaurer un régime révolutionnaire, en vue de combattre les troupes françaises, à leur arrivée dans la ville.

Reinartz envahit le Conseil central avec une troupe de 120 marins armés. Les menaces d'une troupe de marins alsaciens, armés de revolvers, appelés à la rescousse par Frey et Peirottes réussissent à les faire reculer. Le projet de déclaration en faveur de la France provoque la réaction immédiate de la fraction du Soldatenrat dirigée par le Capitaine Reinartz. Celui-ci, accompagné de deux de ses collègues vraisemblablement non mandatés, se présente au Landtag. Il est reçu dans le bureau de Ricklin par Imbs, Hoen et Peirottes. Selon le centriste lorrain Français Hoen, Reinartz explique qu'il ne peut admettre l'existence du conseil national sous la coupe des francophiles, que tout emblème français est considéré par les soldats comme une provocation et que le conseil national doit se placer sous ses ordres. Il prétend disposer de « 5000 soldats allemands vaincus, armés jusqu'aux dents, pourvus de mitrailleuses et de grenades à main ». Si le Conseil national veut éviter un carnage, il doit retirer ces emblèmes pour ne pas exciter les soldats. Les députés présents auraient répondu qu'ils cèdent à la force brutale et qu'ils renoncent à faire une déclaration en faveur de la France et à arborer le drapeau tricolore, mais qu'ils ne se soumettent pas autant à la domination du Soldatenrat. Le récit de Hoen, vise, selon Richez, à justifier le fait que le Conseil national, dès sa formation, n'ait pas fait de déclaration en faveur de la France.

En séance publique, Georges Wolf déclare que « notre Land comme tous les autres États allemands, est en ce moment, sous la domination des conseils de soldats ». Peirottes fait remarquer que « ces conseils de soldats et d'ouvriers sont quelque chose de tout à fait nouveau, et comme ils ont pris le pouvoir en leurs mains, ils veulent aussi le garder. On peut toujours discuter s'il eût mieux valu que cela ne soit pas. Je pense que si l'on arrive à travailler la main dans la main en toute compréhension, toutes les difficultés pourront être levées. » Cette compréhension mutuelle se traduit par l'échange de deux représentants entre le Conseil national et le Conseil des ouvriers et des soldats. Deux membres du Conseil

des ouvriers et des soldats assistent à chaque séance du Conseil national, qui envoie deux représentants à ses séances. En échange, le Conseil national délègue deux députés aux séances du Conseil des ouvriers et des soldats.

En fait, le Conseil national, jusqu'à l'arrivée des troupes françaises, ne jouera plus aucun rôle politique et se consacrera essentiellement aux tâches administratives liées à la période de transition : paiement des traitements et salaires, ravitaillement, accueil des réfugiés et démobilisés, etc.

Beaucoup plus que dualité des pouvoirs incarnant des intérêts de classes opposées, dans l'acceptation marxiste du terme, il y a un partage du pouvoir entre différentes instances, et surtout effondrement de toute autorité centrale reconnue. Le pouvoir apparaît comme éclaté entre une multitude d'instances qui peu ou prou collaborent entre elles, avec comme priorité le maintien de l'ordre et la continuité du ravitaillement et des services publics.

Appel commun du Conseil national, du Conseil des ouvriers et soldats et de la Direction des chemins de fer : L'armistice comporte le maintien du trafic du chemin de fer. Les cheminots doivent rester à leur poste. Le Conseil national assurera le paiement de leurs salaires et donnera satisfaction à toutes leurs revendications. « Celui qui abandonne son travail a une lourde responsabilité et remet en cause tout ce qu'il a gagné pendant des années de labeur. »

Matin : Les cheminots strasbourgeois annoncent qu'ils vont se mettre en grève à midi. Une délégation dirigée par Charles Schott de Schiltgheim, est reçue par la délégation générale et présente son cahier de revendications, en particulier le paiement des salaires d'octobre et de novembre. Débordée, la direction générale fait appel à Laurent Meyer pour mener les négociations. Celles-ci sont très dures. Finalement les cheminots acceptent de réduire leurs exigences et un accord est conclu (garantie de l'emploi à tout le personnel, y compris les Allemands, paiement intégral des salaires et des indemnités de vie chère). La Fédération syndicale des cheminots est reconvenue par la Direction générale et le Conseil national.

(date inconnue) : Fritz Kieffer dé-

lègue en voiture des émissaires, le sportif Emile Karcher et le banquier Edmond Ehrmann à l'état-major du général Vandenberg pour l'informer de la situation difficile de Strasbourg et obtenir que l'entrée des troupes françaises soit accélérée. Il leur remet une cargaison de drapeaux tricolores. Son comité de réception compte 190 membres et prépare, dans le secret, la réception des troupes françaises.

Jeudi 14 novembre : Réunion du Conseil des ouvriers et des soldats. Charles Hueber déclare : « Il faut que toutes les cocardes tricolores disparaissent comme toutes les couleurs nationales de l'ancien régime ; la couleur qui convient à la liberté est le rouge ! » « Ni allemand, ni français, ni neutre ! Vive le socialisme international ! »

L'auteur de l'article « Die rote Fahne » dans la *Freie Presse* rappelle un discours de Peirottes prononcé dans la salle de l'Union au cours de la campagne électorale de 1903 : « Et ainsi, nous hisserons un jour dans l'avenir le drapeau rouge sur la vieille cathédrale d'Erwin. Et il flottera joyeusement au vent et il annoncera au monde tout entier la magnifique victoire, que le socialisme a vaincu et qu'aucune force au monde ne pourra alors le redescendre... Ce n'est pas seulement le drapeau de la révolution, mais aussi (et surtout) le drapeau de la liberté, de l'humanité, le drapeau de la fraternité, le drapeau de la conciliation, de la liberté et du droit. »

Le Comité central du Conseil des ouvriers et des soldats constitue une commission du ravitaillement présidée par Boehle (et dont font partie des représentants de la municipalité et des services administratifs compétents). Boehle est investi du droit de réquisitionner et de taxer tous les produits de consommation nécessaires à la population civile et militaire et à faire arrêter tous les contrevenants. Mais le ravitaillement de la ville reste extrêmement précaire : les paysans n'acceptent plus les réquisitions et, malgré les interdictions répétées, des expéditions de vivres de l'autre côté du Rhin se poursuivent, ainsi que le pillage systématique des dépôts militaires.

Vendredi 15 novembre : Appel du Conseil (lequel?) à rapporter les armes et les munitions détenues par les spartacistes. Seules les pa-

trouilles militaires et les gardes civiques sont autorisées à porter des armes.

Arrivée d'un nouveau contingent de marins venant de Kiel. Ils font une entrée tapageuse dans la ville, précédés de grands drapeaux rouges. Ils rejoignent le Tribunal, où ils proclament leur volonté irréductible de faire triompher en Alsace la Révolution mondiale. Ils sont persuadés que Poincaré a été assassiné, que la flotte anglaise est mutinée, que Georges V est en fuite et que l'armée française, drapeau rouge en tête, marche sur Paris déjà révolté. La *Bürgerwehr* se rassemble, renforcée de soldats alsaciens. Peirottes et Frey entament des luttes oratoires avec les nouveaux arrivants. En particulier, Peirottes agite aux yeux des marins alsaciens la menace d'une expulsion d'Alsace comme agents ennemis à l'arrivée des autorités françaises.

Editorial de la *Freie Presse* rédigé par le président du Soldatenrat : *Die Rote Fahne auf der Münster in Strassburg*

« Que le drapeau rouge flotte sur la cathédrale est le signe que la théorie socialiste a cessé d'être une théorie pour devenir une réalité... Les soldats allemands ont combattu pendant quatre ans et demi derrière un nuage de nationalisme les soldats français. Aujourd'hui, ce nuage est dissipé par le soleil de la connaissance et le soldat allemand salue son frère français du drapeau rouge, salue de la main et attend une réponse. Avec le drapeau rouge, après de longues années de bestialité, est arrivé le jour de la reconnaissance de l'humanité. Pourquoi ne trouverions-nous pas chez les soldats français un accueil favorable? Le militarisme prussien a été abattu et avec lui beaucoup de choses malsaines extirpées. Le peuple allemand est sorti de l'enfance et vole maintenant de ses propres ailes comme le peuple français. D'un vol hésitant peut-être parce qu'il est plus jeune. Mais pourquoi le peuple français ne rajeunirait-il pas alors qu'il le peut. Le socialisme, c'est l'éternelle jeunesse. Le sens du drapeau rouge, c'est celui de l'humanité pensante et du soleil levant. Un temps nouveau est né, celui de l'entrée dans l'âge de l'Humanité. »

Arrivée par le pont de Kehl d'un premier groupe de 3000 prisonniers de guerre français libérés par les Allemands. La population alsacienne les prend en charge.

Le docteur Levy, chef de la police, adresse une circulaire aux journaux, selon laquelle toutes les ordonnances et tous les communiqués du *Polizeileiter*, du Bourgmestre et du Conseil des ouvriers et des soldats doivent être publiés constamment en première page, première colonne de façon visible⁴.

Samedi 16 novembre :

15 heures : réunion de tous les marins présents à Strasbourg au Palais des Fêtes.

Début du reflux des soldats et marins allemands. La municipalité obtient de l'état-major du groupe d'armées Albrecht de Wurtemberg que les troupes en retraite contournent la ville sans y pénétrer.

Dimanche 17 novembre :

11 heures : Huit meetings sont organisés par le Conseil central des ouvriers et soldats (Rue des Balayeurs, Palais des Fêtes, Aubette, Cinéma UT, Cinéma Central, Cinéma Eldorado, Théâtre Eden, Théâtre de l'Union) sous le slogan : « Vive le socialisme international! » avec comme ordre du jour : « La guerre mondiale, la révolution, le socialisme ». Les orateurs sont les membres de la fraction social-démocrate du Conseil national (Peirottes, Boehle, Fuchs, Imbs, Heysch) et les dirigeants des Conseils d'ouvriers (Meyer, Straub, Schulenburg, Schott, Sureck, Riehl, Schott) et de soldats (Hueber, Hamburger, Dr. Wallerstein, Ziegler, Gustav Eckhardt, Rebholz, Reinartz, Bauer, Antoni) et les marins (Thomas).

Rebholz : Pendant ces dix jours, on a pu apprécier la puissance du socialisme et comprendre les grandes aspirations internationalistes à l'accord entre les prolétaires du monde entier : « Les camarades allemands socialistes qui repasseront le Rhin se consoleront en pensant que la propagande internationaliste continuera à Strasbourg, afin que nous puissions entrer en contact avec nos frères français et nous entendre avec eux. » Imbs explique qu'il a toujours été internationaliste. C'est le vote du 4 août 1914 qui a entraîné sa perte de confiance dans la social-démocratie allemande comme pour nombre de ses camarades. « Seule la grande

révolution de ces derniers temps permet d'envisager de nouveau l'avenir avec un sentiment de joyeuse espérance. » Il reconnaît avec ses camarades alsaciens la nécessité de continuer la lutte pour l'idéal internationaliste « afin d'amener une réconciliation entre la France et l'Allemagne. »

Wendelin Thomas déclare lors d'un meeting : « Les matelots sont internationalistes par profession. Ce sont des généraux prussiens qui ont créé le mouvement nationaliste en Alsace. L'on a oublié ainsi l'essentiel : le sort de l'Alsace-Lorraine... Le but suprême ne doit pas être de choisir entre l'Allemagne et la France, mais de travailler à l'œuvre civilisatrice et de préparer la fraternisation des hommes. (...) L'Allemagne est maintenant une République, pas une République capitaliste comme au-delà des Vosges, pas une République du grand capital comme au-delà des océans, pas une République comme celle des Russes où le peuple n'était pas mûr pour une révolution, mais une République du Droit et de la Justice. Si elle est anéantie, nous serons de nouveau des esclaves, mentalement et physiquement, pour un siècle au moins... Lorsque les Français arriveront, ils ne viennent pas comme des frères, mais on s'efforcera qu'ils s'en aillent en frères. Le but final n'est pas de choisir entre être français ou allemand, mais l'œuvre civilisatrice, la fraternisation des travailleurs. C'est pourquoi je ne salue pas avec joie l'arrivée des Français. Cette joie qui pour ceux qui la partagent ne durera pas une année. Parce que l'Alsace-Lorraine va devenir une province de la République capitaliste, militariste française au lieu d'être une province de la libre République allemande. C'est pourquoi ne soyons ni français, ni allemands mais alsaciens-lorrains et continuons de lutter jusqu'à ce que le drapeau rouge flotte à nouveau sur la flèche de la cathédrale. »

Hueber répond sous les applaudissements que les Français se trouveront à Strasbourg « en présence d'un peuple loyal et plein d'idéal ». Ils devront répandre cet idéalisme de l'autre côté des Vosges « de façon à provoquer la fraternisation. C'est seulement dans cet esprit qu'il salue les Français. » Donc pour lui, à la différence de Thomas, le retour de l'Alsace à la France devrait favoriser l'extension du mouvement révolutionnaire en France.

⁴ AMS, Archives Peirottes (avec une annotation « Ist zu befolgen ! P »)

La réunion du conseil restreint (?) met définitivement au point un système judiciaire très complet, préparé par le juge Jehl. Le code militaire s'applique également aux civils.

Mardi 19 novembre : Assemblée générale des conseils de soldats : « Personne ne devra être démobilisé prématurément ou isolément, car il importe d'éviter une débandade effrénée. » Interdiction de franchir le Rhin sans laisser-passer. Tous ceux qui quittent leur corps de troupe sans autorisation perdent le droit à la prime de démobilisation de 500 marks.

Mercredi 20 novembre : Les Français ont atteint Obernai et Molsheim. Fritz Kieffer rencontre Gouraud à Obernai. L'entrée des Français prévue pour le 25 est avancée au 22. Le Conseil des Soldats tient sa dernière séance. Le Conseil des ouvriers se place sous l'autorité du maire. Le Cercle des étudiants commence à briser les statues allemandes, en particulier le monument équestre de Guillaume Ier sur la Kaiserplatz, les têtes des statues en pierre de trois empereurs Hohenzollern sur la Grande Poste. La tête de Guillaume Ier est déposée au pied de la statue de Kléber.

À 16 heures, réunion à l'Aubette encore gardée par des marins « rouges » de 800 jeunes dames et jeunes filles qui prendront part en costume alsacien (malgré les réticences d'une partie du comité de réception à l'égard de ce « carnaval ») à la réception des troupes françaises ; la réunion se termine au chant de la Marseillaise.

Nuit : évacuation totale de Strasbourg par les troupes allemandes.

Jeudi 21 novembre

8 heures du matin : Peu après l'arrivée des avant-postes de l'armée française devant Strasbourg, le drapeau rouge de la cathédrale est décroché par le père et les fils Schirrmann et remplacé par un immense drapeau tricolore. Le comité de réception décore la place Kléber et la place Broglie. Les tapissiers municipaux découvrent au grenier de l'Hôtel de Ville de nombreux drapeaux français datant d'avant 1870.

Un groupe de gendarmes, des voitures du train et du service administratif entrent en ville par la porte de

Schirmeck.

10 heures : Les premières troupes françaises arrivent place Kléber. Il s'agit d'une section de Bretons du 25^e régiment d'infanterie commandés par un capitaine Muller.

Après-midi : arrivée du reste du 25^e RI et d'un escadron du 12^e hussards. Les soldats alsaciens démobilisés en uniforme allemand sont cantonnés à la caserne Sainte-Marguerite en attendant de rentrer chez eux. Ils évitent de sortir en ville.

L'exode des Allemands se poursuit par le pont de Kehl gardé par des soldats français sous les quolibets et parfois les horions des indigènes.

Vendredi 22 novembre : Entrée de l'armée du général Gouraud et du Haut Commissaire Maringer de la porte de Schirmeck jusqu'à la place de la République. Le général de Castelnau dit : « Mon impression sur l'Alsace : Pia, Pura Fidelis ». Défilé devant le palais impérial. Réception à l'Hôtel de Ville par le maire Peirottes. Le soir, réception des officiers au Sängershaus.

Vendredi 6 décembre : Le Conseil national déclare solennellement « la rentrée de l'Alsace et de la Lorraine dans le droit, le rattachement à la France indiscutable et définitif ».

Lundi 9 décembre 1918 : Visite à Strasbourg de Raymond Poincaré, président de la République, Georges Clemenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre, des maréchaux Joffre, Foch et Pétain, de Douglas Haig et de Pershing, des députés et des sénateurs.³

Samedi 25 janvier 1919 – 14 h : Place Kléber, remise de la plaque de Grand-Croix de la Légion d'Honneur au général Gouraud par le maréchal Pétain.

Extrait du journal de guerre de Louis Loeffler

Manuscrit inédit, transcrit du gothique par Laurent Knoepfler et traduit par Jean-Pierre Hirsch

Louis Loeffler (voir sa notice p. 22) est un Alsacien enrôlé dans l'armée allemande. Le journal court sur la période de la mobilisation de 1914 à février 1918. Il comprend une trentaine de pages. Son contenu fera l'objet d'une courte évocation à la journée d'études.

1914 Août

1 — Aujourd'hui c'est le premier jour de la mobilisation. A 11 heures du matin direction Hagondange et de là je rejoignis Metz. J'y restai jusqu'à minuit puis je me rendis à Sarrelouis où je devais me présenter le deuxième jour.

2 — A 6 heures j'arrive à S. et je me présente au centre de mobilisation. Tout est plein d'entrain, car nous n'envisageons qu'une guerre courte. A midi notre convoi part pour W'haven (Wilhelmshaven)

3 — Toute la journée en voyage. Dans l'Eifel il n'y a pas grand-chose à hériter.

4 — A 10 heures du matin nous arrivons à W'haven. Mes pieds sont tout enflés. Nous sommes mis immédiatement à la caserne et devons dormir sur la terre nue sous les hangars.

5 — Aujourd'hui nous recevons d'abord, après des heures de station debout, notre numéro d'inscription matriculaire. J'ai quelques difficultés, parce que je n'ai pas de papiers. De manière générale on est méfiant. Nous subissons un examen médical, pour la forme.

6 — Comme les navires sont tous pourvus en équipage, nous restons pour l'instant à la comp. Je vais pour l'habillement, mais on manque de tout, surtout de chaussures.

8 — Je suis rattaché au 7^e K. 3 ; Obligés de faire l'exercice en habits civils.

9 — Rassemblement toutes les cinq minutes. L'après-midi perm. jusqu'à 7 h 15.

10 — Reçu enfin quelques chiffons. Mais il n'y a toujours pas de chaus-sures.
[...]

1915 Janvier

6 — Enfin le 6 nous sommes partis en campagne. D'abord 3 jours à Bruges puis à Girtelles. D'ici on part le soir à Scharbake pour des travaux de fortification. Nous posons des réseaux de barbelés le long de l'Yser. Ce n'était pas un travail dur. D'abord le chemin, (12 km dans la vase jusqu'aux genoux, l'obscurité comme dans un four, ajoutons les nombreux trous d'obus et les anciennes tranchées. Sans bâton il est absolument impossible de marcher. Et tout doit se passer sans bruit, sinon il y a des projectiles qui tombent. Mais toujours tout se déroule sans problème. Nous étions très contents quand nous avons quitté Chistelles pour être placés en réserve à St Pierre Capelle. Le village n'est plus habité, car il se situe déjà dans la zone du feu. De temps à autre le Français envoie quelques coups. Néanmoins comme occupants des maisons nous nous sentons assez bien. Seule la boisson est limitée, car l'eau est une denrée rare et doit être amenée par voiture.

1915 Mai

9 — Aujourd'hui nous avançons en première réserve. Toute la journée il passe des prisonniers. Les tirs de notre artillerie avaient été terribles.

11 — Aujourd'hui repos. Paiement de la solde. Nous touchons de nouvelles éponges pour la bouche. Peut-être une nouvelle attaque au gaz pour aujourd'hui.

12 — A 1 heure alerte. Nous faisons une marche imbécile jusque devant. Nous arrivons à l'aube et nous enterrons immédiatement. A peine avons-nous fini qu'il fallut retourner. Encore heureux qu'il y ait eu du brouillard, car nous n'eûmes que quelques pertes dues au feu d'infanterie. Pendant la marche de retour nous passâmes à Poelcapelle devant le dépôt du génie. Celui-ci avait sauté ce matin. Une compagnie entière était morte et blessée. A West-R. nous arrivâmes morts de sommeil et dormîmes toute la journée. Peut-être faudra-t-il ressortir cette nuit.

13 — A 4 heures réveil. A 5 départ pour Mosselmarkt où nous construisons des abris. A neuf heures retour à 10 h et demie alerte de punition pour la compagnie. Prêts pour l'alarme de nuit.

15 — Même chose. Le II^e bat. pour construire des fortifications.

16 — Appel avec ration individuelle. Le soir à 8 heures travaux près de Pilken. Comme le génie est mis en alerte, nous reculons à nouveau.

17 — A trois heures retour depuis les travaux de creusement. Dormi jusqu'à 11 heures. A 4 1/2 par le train à Langenmark ; On crée un groupe de choc, pour lequel je me déclare moi aussi volontaire. Et on avance sous le feu d'artillerie vers Pilken. Nous restons couchés là jusqu'à la nuit. Puis le groupe de choc avance en ligne jusqu'à la tranchée ennemie.

18 Vers trois heures nous sommes sur place. Nous restons couchés jusqu'à l'aube. Puis c'est la ruée au pas de course. Nous arrivons au but sans perte. Malheureusement le bat. perdit le contact et nous ne pûmes occuper toute la tranchée. Un morceau de 200 m resta aux mains des Français. Nous transformâmes immédiatement la tranchée. Comme il avait plu toute la nuit, nous étions mouillés jusqu'à la peau. A manger nous n'avions que la ration des Français morts (Zouaves du 20^e Infanterie coloniale) Dans la tranchée nous subîmes pas mal de pertes car nous étions entourés de trois côtés. Notre chef tombe aussi, d'un coup à la tête. Si les Français n'avaient pas été dans un bout de tranchée, cela aurait été pire. Ils vont chercher un blessé grave à notre demande. La nuit du 19 le bout de tranchée est nettoyé et occupé par de l'infanterie. A la demande de notre vieux, ils nous remplacent aussi. Nous revenons, à quelques hommes, à West-Roosebeck et dormons comme les morts. Dans la nuit, le bataillon revint.

1915 Juin

17 — Notre compagnie échappe à la garde aujourd'hui. Je suis donc libre. Pour la nourriture, c'est convenable ici aussi. Ils ne nous paient pas nos 15 Mk de contribution. Espérons qu'ils vont le faire, car ici à Bruges on a de quoi employer

son argent. Et on parle tellement de permission. Si c'est vrai, je reste l'un des derniers. Comme Alsacien, on est bon comme chair à canon, Espérons que la comédie aura bientôt une fin.

23 — Le matin pareil. L'après-midi seuls les amis de l'adjudant vont au chantier. Le gars, on le punit avec mépris. Le soir lors du paiement de la solde on veut nous retenir 10 Pf pour une stèle commémorative à Ypres. Tous les hommes protestent, nous n'avons pas besoin de réclame. Le peu d'amour de la patrie est disparu, car on ne joue qu'au bilboquet avec nous.

24 — Aujourd'hui nous nous entraînons à progresser derrière des boucliers de protection. Pour de vrai je n'aimerais pas faire cela.

26 — Le matin tir. L'après-midi appel par le vieux. Le même est en déplacement parce que diverses choses se sont produites dans la compagnie. Il promet de faire disparaître certains abus. Nous l'espérons.

1915 Août

1^{er} — A 2 heures du matin arrive la roulante, on sert un peu de soupe, du pain, un petit morceau de fromage. Il faut tenir un jour avec cela. A 10 heures notre groupe doit avancer pour fortifier et nous ne revenons qu'à 3 heures. On supporte à peine la chaleur. A 8 heures appel et à 9h30 au terrassement. Nous relions la tranchée avec la cuisine de campagne. A 1h. le 1^{er} bat. nous relève.

2 — A 2 heures nous revenons du terrassement et avons la chance de quérir un peu de nourriture. Mais le petit peu de bouffe ne vaut pas la colère qu'il faut supporter jusqu'à ce qu'on l'ait obtenu. A 4 heures on peut enfin s'étendre, mais à 5 il est impossible de dormir, car les mouches nous ont mis debout. On traîne pendant la journée.

1915 Octobre

5 — Aujourd'hui on tire beaucoup, surtout depuis la mer. Le soir, en état d'alerte face à la mer. A 1 heure le 2^e Rég d'infanterie de Marine nous relève. A 3 heures nous sommes à Ostende et occupons un quartier de fortune. A 7 heures réveil, à 10 heures départ

pour Baedeene pour surveillance de plage. A 1 heure nous sommes enfin sur place et occupons notre position d'alerte. Nous restons là 3 heures jusqu'à ce qu'il convienne à ces messieurs de nous faire nous replier. On va prendre de la paille et on dort.

1916 Avril

Nous devons relever le 3 à Bam-burg, restons encore 2 jours à cause de la Hollande.

6 — Le soir nous prenons la relève à Bam-burg II. Un ami à moi est blessé, à part cela nous avons été assez tranquilles. Sauf que nous souffrons de la faim.

10 — Relevés à 11 heures. Retour à Leffinghe.

14 — Relevé de la réserve à Seype. Chaque nuit à Rattefalle pour fortifier. Un assez long chemin, nous sommes, pour cette raison toujours très fatigués. Le 17 le vieux me fait appeler, je dois partir en permission le lendemain, l'après-midi retour à Leffing nous avons reçu nos certificats et voyageâmes d'Ostende à Cologne. Comme je n'ai aucune autorisation, je vais à Saarbrücken et je reçois mon autorisation du commandement général.

Le 19 au matin j'arrive heureux à B'willer. Je suis en permission jusqu'au 2 mai.

1917 Juillet

Arrivés à Ostende, nous devons faire des retranchements pour l'artillerie. On installe une masse incroyable d'artillerie; les nôtres veulent aller jusqu'à l'Yser. L'Anglais a pris le relais là-haut. Il ne semble pas encore être installé car il nous laisse travailler tranquillement à découvert. Le 9 tout est terminé et nous allons à Westende en réserve. Le 10 l'Yser est prise après une forte préparation d'artillerie (1200 prisonniers. Nous restons encore trois jours en réserve et nous glissons alors jusqu'à Zeveloe. Car l'Anglais commence son offensive par un tir d'anéantissement. Comme le 4e régiment a de lourdes pertes, nous devons intervenir à Rattefalle. Le 1er et le 2e bat. ont assez de pertes, notre bat. a un peu de chance. Je suis placé dans la troupe des porteurs. Un poste dur, car avancer la

nuit à travers les trous d'obus et les feux de barrage est diablement difficile, mais nous avons de la veine comme toujours.

Pour la 2^e fois les vieux doivent aller à l'avant car la dernière fois les jeunes avaient perdu leur tête dans une attaque anglaise à la grenade.

Après 6 semaines le régiment est mis au repos car nous avons beaucoup de malades et aussi des déserteurs.

1917 Novembre

Le 5 le bat. reprend la relève à Rattefalle. Le vieux m'envoie avec 7 camarades au parc du génie à Leffinghe. C'est mieux qu'avant. Le feu vient rarement jusqu'ici, seule la nourriture pourrait être meilleure. Des travaux, nous n'en faisons pas trop. Pour ma demande, je n'ai pas encore de nouvelles.

On entend tellement parler de paix. Espérons que cela sera vrai, pour que l'on n'ait pas à passer ses jeunes années en entier dans la boue. La Russie semble cependant faire le début.

1917 Décembre

Enfin, après si longtemps, un rayon d'espoir : la Russie signe l'armistice. Espérons qu'elle réussira à établir une paix générale. Car si elle conclut une paix séparée elle soutient le militarisme prussien et commet une haute trahison face à l'Internationale.

11 — Ma demande est refusée, mais je n'abandonne pas aussi facilement. Je suis toujours à Leffinghe, Noël est devant la porte, espérons [qu'il sera] le dernier dans la tranchée. Pour la paix les chances semblent réduites, car les nôtres ont de nouveau la crête qui leur pousse.

1918 Janvier

1^{er} — Triste nouvel an. Dans différents corps de troupe, on a fait une enquête pour savoir qui voulait résister jusqu'au bout et qui était partisan d'une paix de compromis. Naturellement presque tous sont pour la paix. Mais il reste toujours des imbéciles, il faudrait qu'on les rassemble approximativement et qu'on les jette partout où cela sent mauvais, ils en auront vite assez. Mais que signifie tout cela ? La paix serait-elle quand même en train de se mettre en place ? Mais je ne suis plus aussi crédule. J'espère avoir

tort cette fois-ci.

4 — Aujourd'hui le délai est écoulé pour les forces de l'Entente, cela m'étonnerait qu'ils participent aux négociations de paix. En attendant je suis toujours à Leffinghe.

12 — Toujours à Leffinghe. Il fait toujours très froid. Toujours la même vie. Pour changer, il pleut et il neige. La digue du canal s'est rompue et tout est inondé.

21 — N'ai aucune idée quand ma pression va prendre fin ici. Mais espérons que le régiment va bientôt aller au repos.

27 — Anniversaire de l'Empereur. Il y a plenty de bière et aussi beaucoup d'imbéciles qui continuent de crier hurrah.

31 — Espérons que la grève en Allemagne aura du succès, car la crête a poussé chez les nôtres. Notre régiment doit être relevé mi-février. Je suis toujours à Leffinghe, je dois beaucoup travailler, je vais bientôt abandonner.

1918 Février

3 — Enfin une lueur de paix. Espérons que nos maîtres ont retrouvé la raison par le biais de la grève.

12 — Toujours à Leffinghe. Nous devons aller au repos ou dans les dunes.

[le manuscrit s'arrête là]

Becker Charles, Eugène, né le 18 juillet 1872 à Paris; mort en mai 1934 à Metz. Militant socialiste, syndicaliste, coopérateur de la Moselle.

Ses origines sont ouvrières par son père et paysannes par sa mère. À l'âge de huit ans, il rentra avec ses parents en Alsace, où il fréquenta l'école communale, puis fit son apprentissage de typographe. Il entra « en condition » à dix-huit ans pendant quelques mois à Metz, puis dans le Tyrol. À vingt ans, il traversa comme compagnon la Suisse et la France et travailla pendant quelques mois à Paris. Il s'établit à l'âge de vingt-deux à Metz, où il se maria. Il était syndiqué depuis le 28 mars 1892 et s'inscrivit au Parti social-démocrate en 1905. Il fut immédiatement désigné comme responsable de la commission d'agitation pour la Lorraine. À partir de 1907, il fut employé à plein temps comme *Arbeitersekretär* (secrétaire ouvrier) par le Cartel de Metz des syndicats libres, correspondant aux Unions locales françaises. Il fut candidat du spd lors des élections au Reichstag de 1912 dans la circonscription de Thionville-Boulay.

Pendant la guerre, il continua son activité syndicale à Metz, alors que l'organisation régionale des syndicats chrétiens s'était réfugiée à Sarrebruck et tint régulièrement des réunions dans la région industrielle, où quelques grèves éclatèrent dans les mines en 1916 et 1917. Le 8 novembre 1918, il mettait en place à Metz, en compagnie de son collègue vieil-allemand Voortmann un Conseil d'ouvriers et de soldats devant lequel les autorités militaires et civiles allemandes s'effacèrent et qui arbora un drapeau turc dont le croissant avait été peint à la hâte au minium. La municipalité de Metz composa avec le « soviét » et publia avec lui un appel commun, au calme, mais cet organisme révolutionnaire disparut avant l'arrivée des troupes françaises.

En liaison avec Eugène Imbs, secrétaire régional de l'Union régionale des syndicats d'Alsace et de Lorraine, il entra dès le mois de décembre 1918 en contact avec les dirigeants nationaux de la CGT. Devenu secrétaire de l'Union départementale CGT de la Moselle, il joua un grand rôle lors des grèves de 1919 et de 1920 et représenta fréquemment les syndicats des départements recouverts dans les instances nationales de la Confé-

dération, ainsi aux comités confédéraux nationaux du 23 mars et du 21-22 juillet 1919, ainsi aux congrès de Lyon en septembre 1919, et d'Orléans 1920. Il représenta également les cheminots d'Alsace-Lorraine au congrès de la Fédération des cheminots le 16 mai 1919.

Il fut tête de liste socialiste aux élections législatives de 1919 et fut, quelques jours plus tard, le premier conseiller municipal socialiste de Metz, élu dans le quartier de Sablon. Le congrès de l'Union départementale en septembre 1920 prit position, à la majorité des deux tiers, pour la tendance minoritaire des csr (Comités socialistes révolutionnaires). En désaccord avec cette orientation, Becker fut privé de son poste de permanent au début de 1921 sur l'instigation de Kirsch. Pour lui permettre de subsister, les communistes mosellans acceptèrent de l'employer comme correcteur à leur journal la *Volkstribüne*. Mais, au cours de l'année, ses relations avec eux se tendirent de plus en plus. Au congrès de l'Union départementale en octobre 1921, Solt et Kirsch mirent en cause sa gestion financière passée et les subventions acceptées de la part de l'administration française en 1919, sous couvert d'aide aux chômeurs. Prenant prétexte de son voyage à Paris, où il avait accepté un mandat de délégué au Conseil supérieur du Travail, Becker fut licencié par la *Volkstribüne* en janvier 1922.

Lors de la reconstitution de l'Union départementale confédérée de la Moselle en mai 1922, il fit partie du bureau en tant que représentant du syndicat du Livre. Il fut élu en 1923 secrétaire adjoint de l'ud et réélu en 1924.

Le 30 mai 1919, au cours d'une réunion à Metz avec Poisson, secrétaire de la Fédération française des coopératives de consommation, il avait été l'un des fondateurs de l'Union des coopérateurs de Lorraine, où il représentait les syndicats en 1924. Jusqu'à sa mort, Ch. Becker demeura un des administrateurs de l'Union.

Sources

Arch. Nat. F7/13 377 (688-689). — Fond Simiand, ab xix, 1965. — Arch. Dép. Moselle, M Industrie 93, M commissariat de la République. — *La Voix du Peuple*. — *Le Réveil ouvrier*. — *Volkstribüne*, Thionville puis Metz, 1919-1922. — *Le Peuple*, 31 octobre 1921. — *Republikaner*

(Mulhouse), 15 mars 1919. — *Journal d'Alsace et de Lorraine*, 17 mai 1919 — CGT. *Compte Rendu du congrès de Lyon*, 1919, p. 120, 237, 263. — F. Roth, *La Lorraine annexée, 1870-1918*, Nancy, 196, p. 615, 647-648. — *Le Coopérateur de France*, Lorraine, 19 mai et 3 novembre 1934.

Étienne Kagan, Léon Strauss

Boehle Bernard, cordonnier, homme politique socialiste. Catholique. Né à Unteröwisheim (Bade, près de Bruchsal, Allemagne), le 2 mars 1866, mort à Sasbachwalden (Bade, près d'Achern, Allemagne) le 23 février 1939. Marié le 19 octobre 1891 à Magdalena Voltz, de Gambshurst, près d'Achern.

Boehle s'établit à Strasbourg à partir de 1888. A 24 ans, le 5 octobre 1890, il fut élu délégué (*Vertrauensmann*) de la section strasbourgeoise du parti socialiste. Il anima en 1890 la première campagne électorale pour les Prud'hommes, qui fut remportée par les syndicalistes socialistes. Il anima de même la première campagne électorale du parti socialiste aux élections municipales de Strasbourg où apparurent les programmes du socialisme municipal (1891). Il sut faire siennes des revendications particulières des Alsaciens, par exemple : la revendication d'une école bilingue figure dans le programme du parti socialiste dès 1896, au scandale des nationalistes allemands. B. fonda en 1893 la première Union locale des syndicats libres (*Gewerkschaftskartell*) de Strasbourg. L'Union locale domina désormais la vie syndicale de Strasbourg, en en faisant une des localités les plus avancées de l'Empire sur le plan social. Le premier, B. pratiqua l'alliance avec l'aile gauche du libéralisme strasbourgeois et fut élu enfin conseiller général de Strasbourg-est (1896). La même année il fut aussi le premier conseiller municipal socialiste de Strasbourg. Il mit en œuvre la politique qui devait faire du parti socialiste le premier parti de la ville, et de la fraction socialiste la plus importante du conseil. Alliée aux démocrates et soutenant les programmes des fonctionnaires modernistes de la municipalité, Schwander, von der Goltz, B. et la fraction socialiste influèrent de façon déterminante sur la politique d'aménagement de la Ville, la politique du logement, la politique sociale et sani-

taire. A partir de 1900, B. partagea avec Peirottes, dirigeant du groupe socialiste au Conseil général, la direction du parti socialiste strasbourgeois. C'est pourtant B. qui fut élu au Reichstag en 1907... Il le resta jusqu'en 1918. Il fut élu député au Landtag d'Alsace-Lorraine en 1911. Énergique, bon organisateur et bon orateur, B. est l'un des artisans de l'implantation du socialisme en Alsace. Plus encore, très jeune, il a su l'intégrer dans la vie politique alsacienne, et la politique de l'alliance avec les démocrates qu'il a pratiquée dès le début de sa carrière politique, a été un élément essentiel de la modernisation de la vie politique alsacienne et un de ses thèmes. Comme d'autres socialistes alsaciens d'origine allemande, B. vira au nationalisme le plus outrancier pendant la première guerre mondiale. Il fut Sous-secrétaire d'État dans la dernière tentative de gouvernement parlementaire d'Alsace-Lorraine (Schwander-Hauss) et essaya encore d'utiliser les Comités de soldats et d'ouvriers de la brève période République conseilliste de Strasbourg (novembre 1918) au profit de la politique allemande. Il quitta Strasbourg le 16 décembre 1918 et s'établit à Sasbachwalden, où il n'eut plus d'activité politique.

Sources

J. Brom, *Regierung und Landtag von Elsass-Lothringen 1911-1916, I, Legislatureperiode, Biographisch-statistisches Handbuch*, Mulhouse, 1912; F. Igersheim, *L'insertion de la social-démocratie dans la vie politique strasbourgeoise*, 1966; J.-C. Richez, *Novembre 1918 en Alsace*, 1979; F. Igersheim, *Histoire de Strasbourg*, tome iv, 1982, «Le gouvernement de la cité».

François Igersheim.

Hueber Charles, né le 21 août 1883 à Guebwiller (Haut-Rhin), mort le 18 août 1943 à Strasbourg (Bas-Rhin); ouvrier puis gérant d'imprimerie; membre du comité central du Parti communiste français (1926-1929), exclu du PCF en août 1929; député communiste du Bas-Rhin (1924-1928) puis député «indépendant d'action populaire» (1936-1940), maire de Strasbourg (1929-1935); rallié au pouvoir nazi au début de la Seconde Guerre mondiale.

Ouvrier serrurier et mécanicien, Charles Hueber, permanent du syndicat des ouvriers métallurgistes d'Allemagne à Zöllingen (Bade) de 1907 à 1910, fut secrétaire du Parti socialiste autonome social-démocrate allemand d'Alsace en Alsace-Lorraine de 1910 à 1914. Il combattit comme sous-officier dans l'armée allemande durant toute la Grande Guerre.

Il convient d'insister sur l'importance de l'Allemagne dans sa formation personnelle : la social-démocratie d'Alsace-Lorraine, seconde force politique alsacienne, était le seul parti à avoir accepté de s'intégrer dans une formation allemande. Comme beaucoup de futurs cadres communistes alsaciens tels que Singer*, Ernest Haas* ou Charles Aschbacher*, Charles Hueber fut d'abord formé à l'école socialiste allemande. Il n'est pas impossible qu'une telle formation ait ultérieurement influé sur son destin. Probablement elle pesa pendant ce que l'on a appelé la «révolution alsacienne» de novembre 1918 et pendant laquelle Charles Hueber défendit publiquement des positions «neutralistes» au sujet de l'Alsace-Lorraine : au cours d'une réunion publique tenue le 17 novembre 1918, il s'écria en effet : «Du Jura aux rives de la Moselle ne doivent exister qu'un peuple libre et qu'un seul pays libre.» Le 14 novembre, il avait déclaré : «Il faut que toutes les cocardes tricolores disparaissent... la couleur qui convient à la liberté est le rouge». Après l'adhésion des syndicats alsaciens-lorrains à la CGT, il devint secrétaire du Syndicat des ouvriers métallurgistes du Bas-Rhin et dirigea les grèves de 1919, en particulier chez de Dietrich en Alsace du Nord. Élu conseiller municipal de Strasbourg en novembre 1919, il quitta en janvier 1920 ses fonctions syndicales pour devenir secrétaire de la fédération socialiste SFIO du Bas-Rhin et président de la section de Strasbourg.

Avec son épouse Louise Hueber, il représenta la Fédération socialiste du Bas-Rhin au congrès de Strasbourg (février 1920) : il se réclamait alors de la tendance «centriste» de Longuet. Il prit une part prépondérante dans la direction de la grève générale régionale pour les «droits acquis» en avril 1920 et tenta de s'opposer à l'ordre de reprise du travail lancé téléphoniquement de Paris par Eugène Imbs* en prétendant qu'il s'agissait

d'une mystification. Il se fit désormais «l'apôtre de la IIIe Internationale» : son rôle fut décisif dans le vote de 78% des 5 000 adhérents de la fédération du Bas-Rhin pour l'adhésion immédiate à l'ic.

Après le congrès de Tours (décembre 1920), il fut le premier secrétaire de la fédération communiste du Bas-Rhin. Il publia à partir du 1er octobre 1921 la *Neue Welt* qui prit le 1er mai 1923 le titre de *L'Humanité*, mais resta entièrement rédigé en allemand.

Le 3 janvier 1923, selon une lettre de Louis Sellier* au Comité exécutif de l'Internationale communiste, Hueber fut désigné avec Cachin, Treint et Ker, pour participer à la conférence d'Essen (6-9 janvier) et à des meetings contre l'occupation de la Ruhr à Essen, Francfort-sur-Main et Stuttgart. La police française l'arrêta le 14 janvier avec les autres délégués (*L'Humanité* du 21 janvier 1923 indiquait — peut-être par erreur — qu'il était enfermé depuis dix-huit jours). Il séjourna à la prison de la Santé. Dans le réquisitoire du procureur général près de la Haute-Cour de justice (le Sénat), il était accusé avec ses camarades «d'avoir, par un ensemble de faits indivisibles, en France, en Russie et en Allemagne, depuis moins de dix ans, pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec des agents d'une puissance étrangère pour l'engager à commettre des hostilités contre la France ou lui en procurer les moyens».

Jusqu'en 1924, les communistes d'Alsace-Lorraine n'accordèrent qu'une place très secondaire au problème du régionalisme, même si, dès octobre 1921, ils se prononcèrent pour le respect de la langue allemande à parité avec la française. Mais la politique du Cartel des Gauches — l'introduction en Alsace-Lorraine de la législation républicaine commune au reste de la France — allait donner un élan important au mouvement autonomiste. Tout d'abord, les communistes d'Alsace-Lorraine se tinrent à l'écart de ce mouvement et la seule concession que lui fit Charles Hueber fut de déclarer en juillet 1924 qu'il préférerait «l'école confessionnelle à l'école laïque où l'on glorifie les généraux et la guerre».

Mais, dès l'année suivante, les communistes alsaciens-lorrains amorcèrent un profond changement sur ces questions : conseiller municipal de Strasbourg depuis décembre

1919, Charles Hueber n'avait pas été réélu en mai 1925 malgré son succès aux élections législatives du 11 mai 1924. Sa liste Bloc ouvrier et paysan n'avait obtenu qu'un député. Hueber recueillit 2 110 voix sur 147 963 votants. Il était alors inscrit au Carnet B et habitait rue de Bienne à Strasbourg. Membre de la commission d'Alsace-Lorraine, il voulut être à la Chambre des députés l'interprète « des revendications de la minorité linguistique alsacienne opprimée qui, bien que ne formant qu'une minorité au sein de la République française n'en représente pas moins l'énorme majorité de la population alsacienne... 85 % n'y employant que l'allemand ». Il créa de nombreux incidents de séance en commençant ses interventions consacrées à l'Alsace-Lorraine en dialecte alsacien.

L'évolution de Charles Hueber se poursuivit tout au long de cette année 1925. En septembre, le Parti communiste d'Alsace-Lorraine exigea le droit à l'autodétermination pour le peuple d'Alsace-Lorraine au cours d'un « Congrès ouvrier-paysan d'Alsace-Lorraine », commencé le 20 septembre, auquel participèrent 710 délégués censés représenter 125 000 travailleurs. Le Parti communiste fut représenté à ce congrès par Delourme, Maurice Thorez et Albert Treint*. À l'issue de cette réunion, fut publié un manifeste dans lequel le pc d'Alsace-Lorraine déclarait notamment : « Le PCF soutient sans réserves le droit à la libre disposition des masses populaires d'Alsace-Lorraine jusqu'à la complète séparation d'avec la France si elles le veulent ainsi. » Le 7 juin 1926, les autonomistes cléricaux organisèrent la Ligue de la Patrie d'Alsace-Lorraine (*Elsass-Lothringen Heimat-bund*). Dans leur programme d'action, ils s'élevaient contre la politique d'assimilation et d'oppression dont était victime la « minorité nationale » d'Alsace-Lorraine. Rapidement, les communistes alsaciens tinrent compte de ce nouvel élément et, dès août 1926, engagèrent un certain nombre d'actions avec les autonomistes.

Il ne semble pas, dès cette époque, que l'image de Charles Hueber ait été la meilleure auprès de la direction du PCF. Un rapport interne sur l'Alsace-Lorraine d'août 1924, signé « Georges », indiquait qu'Hueber avait « produit une très mauvaise impression ; tant qu'il sera maître là-bas, la situation de la Fédération ne s'améliorera pas ». La réunion du

bureau politique du 25 novembre 1926 évoqua son retard dans le paiement de ses cotisations parlementaires. Il avait cependant été élu membre du Comité central au ive congrès du PCF, tenu à Lille du 20 au 26 juin 1926. Cette désignation reflète sans doute le souci de l'Internationale communiste et du PCF de voir l'Alsace représentée dans les instances dirigeantes. Il avait perdu le 1er mai 1926 le contrôle du quotidien dont le siège fut transféré à Metz, mais il conserva jusqu'en 1939 la direction de l'imprimerie Solidarité, fondée en 1921.

Candidat aux élections législatives d'avril 1928 dans la circonscription de Strasbourg-Campagne, Hueber ne retrouva pas son siège malgré l'appel qui fut fait par un certain nombre de religieux autonomistes à voter pour lui. Mais, aux élections municipales de mai 1929, entouré d'Ernest Haas et de Michel Heysch, il devint maire grâce aux voix de l'Union populaire républicaine, autonomiste et cléricale et des autres partis autonomistes. La direction centrale du Parti communiste s'inquiéta de cette politique dite de *Volksfront* (Front populaire) et envoya Jacques Doriot enquêter sur place. Mais la très grosse majorité des membres du Parti communiste d'Alsace-Lorraine donnèrent raison à Hueber contre Jacques Doriot. Le 9 juillet, la section de Strasbourg fit paraître un nouvel hebdomadaire, *Die Neue Welt*. Charles Hueber fut exclu du Parti communiste au début du mois d'août alors que J.-P. Mourer* l'avait été dès le 25 juillet. Tous deux créèrent aussitôt une nouvelle organisation : le Parti communiste-Opposition (d'Alsace-Lorraine).

À ces divergences de fond avec le Parti communiste sur la question de l'autonomisme s'en ajoutait une autre, également importante : les communistes d'Alsace-Lorraine étaient en désaccord avec la tactique « classe contre classe » prônée par l'Internationale communiste depuis son vie congrès en 1928. En cela, ces militants — et en premier lieu Charles Hueber — avaient des positions proches de l'Union internationale d'opposition communiste (*Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, IVKO*) qui commençait à regrouper à la même époque autour des communistes allemands Brandler et Thalheimer divers groupes communistes oppositionnels, parfois appelés de

« droite », dans certains pays (Allemagne, Tchécoslovaquie, États-Unis, Suède, Suisse, etc.) et qui refusaient également cette stratégie. La première réunion de l'IVKO eut lieu à Berlin du 16 au 18 décembre 1930 et si l'on ne peut affirmer avec certitude que Charles Hueber y assista personnellement, il est en tout cas certain que le Parti communiste-Opposition d'Alsace-Lorraine y fut représenté. Par contre il est faux d'affirmer que Charles Hueber et les communistes d'Alsace-Lorraine rejoignirent le Parti ouvrier paysan (POP) fondé en décembre 1929 par Louis Sellier*, Jean Garchery*, Louis Castellaz*, Charles Joly*, Louis Gélis* et Camille Renault* même si les positions des deux groupes furent effectivement proches pendant quelques mois, même si, probablement, des représentants du Parti communiste d'Alsace-Lorraine assistèrent en observateurs au congrès de fondation du pop. Mais ce dernier parti, proche pendant quelques mois des positions de l'IVKO, fusionna dès la fin de l'année 1930 avec le Parti socialiste-communiste pour donner naissance à une nouvelle organisation, le Parti d'unité prolétarienne (pup) qui adhéra aussitôt à un organisme international de sensibilité « socialiste de gauche », critiqué par les « communistes de droite », le Bureau international des partis socialistes révolutionnaires, parfois dénommé aussi le « Bureau de Paris ». La scission fut surtout importante à Strasbourg et à Colmar et si de nombreux militants (comme Ernest Haas) suivirent les dissidents, un certain nombre d'entre eux abandonnèrent toute activité politique à cette occasion.

Sous la direction de Charles Hueber et de J.-P. Mourer, le Parti communiste-Opposition d'Alsace-Lorraine suivit une évolution particulière et noua des liens toujours plus étroits avec les mouvements autonomistes et cléricaux, certains d'entre eux étant germanophiles et bientôt nazis. En mai 1932, Charles Hueber refusa d'être candidat aux élections législatives pour s'occuper exclusivement de l'administration municipale. 1932 et 1933 furent aussi des années de crise pour le Parti communiste-Opposition, certains de ses membres comme Quiri* et Münschel* refusant le rapprochement de plus en plus net avec les autonomistes. En janvier 1934, ce problème fut discuté dans une assemblée géné-

rale et vit la défaite de Quiri, Mürschel et des militants en accord avec eux qui quittèrent l'organisation. et le licenciement des militants allemands antinazis qui avaient renforcé la rédaction de la *Neue Welt*. Dès lors l'évolution du Parti communiste-Op- position se précipita. Il fut d'ailleurs exclu de l'IVKO en août 1934.

Après les élections municipales de mai 1935, Charles Hueber ne conserva qu'un mandat de conseiller municipal complété par un mandat de conseiller général à Strasbourg-sud. C'est à la suite de ces élections que le Parti communiste-Op- position changea de nom et se transforma en Parti alsacien ouvrier et paysan (PAOP). En 1936, le paop accepta la politique du Front populaire tout en précisant qu'il ne pouvait combattre « avec ceux qui rejettent les caractères de la spécificité alsacienne et qui se placent aux côtés du nationalisme et des exploités du peuple. Il n'est pas possible de faire entrer dans notre *Volksfront* des dirigeants socialistes et radicaux, car chez nous ils sont liés au grand capital et soutiennent la politique d'assimilation forcée ». Cependant, candidat « indépendant d'action populaire », Charles Hueber fut élu dans la première circonscription de Strasbourg aux élections législatives d'avril-mai 1936 et battit le socialiste SFIO Georges Weil. Le Parti communiste avait appelé à voter pour lui au deuxième tour en raison de son engagement public en faveur du programme du Front populaire. À nouveau membre de la commission d'Alsace-Lorraine, il vota la confiance à Léon Blum, la demande de dissolution des Ligues, les grandes lois sociales mais vota contre la nationalisation des industries de guerre.

À partir de 1936-1937, le PAOP accentua son évolution pro-nazie tant dans les questions alsaciennes que vis-à-vis de la politique extérieure de l'Allemagne : il justifia notamment la remilitarisation de la Rhénanie par la signature du pacte entre la France et l'Union soviétique, pacte qui selon lui constituait un danger pour l'Allemagne. À partir de septembre 1936, les votes de Charles Hueber se confondirent avec ceux des « indépendants d'action populaire » quand ils ne se réfugièrent pas dans l'absentéisme. Poursuivant son évolution, le PAOP fusionna son journal, *Die Neue Welt* avec *Elsass-Lothringische Zeitung (ELZ)* l'organe des autonomistes, le 1er avril 1939, prélude à

la fusion du parti avec la Landespartei, qui fut décidée le 27 juillet 1939. Les deux partis furent dissous par décret du 19 octobre 1939. Après l'évacuation de Strasbourg, Hueber, gravement malade, fut hospitalisé à Colmar, ce qui lui permit d'échapper à l'arrestation de l'ensemble des leaders autonomistes, dont son ami Jean-Pierre Mourer. Charles Hueber était en congé de parlement et ne prit donc pas part au vote du 10 juillet 1940. Comme J.-P. Mourer, il occupa des responsabilités — modestes — dans l'appareil administratif nazi. Rentré à Strasbourg pendant l'été 1940, il fut l'un des orateurs qui accueillirent les évacués rapatriés en gare de Strasbourg et qui prêchèrent le ralliement au nazisme dans les localités alsaciennes. Il fut nommé par les Allemands, le 14 février 1942, membre du nouveau conseil municipal consultatif et gérant de l'Office municipal des logements populaires (ex-HBM), ainsi que chef local du Front du Travail.

À sa mort, survenue à Strasbourg le 18 août 1943, les autorités d'occupation lui firent des funérailles grandioses. Par ailleurs, la mairie de Guebwiller nous signale que son acte de naissance porte, entre autres mentions au crayon, *Gaurechner* (comptable) du NSDAP (*National sozialistische deutsche Arbeiter Partei*) de 1941 à 1943. »

Sources

Arch. Nat. F7/13090, F7/13091, F7/13261. — Arch. Dép. Seine-Saint-Denis, fonds ex.bmp, bobines 74 et 151. — Actes préparatoires au Colloque Daladier. — J. Humbert-Droz, *Origines et débuts des Partis communistes dans les pays latins*, op. cit. — Bernard Reimeringer : *Un communisme régionaliste ? Le communisme alsacien* in *Régions et régionalisme en France du XVIIIe siècle à nos jours*, Actes du colloque tenu à Strasbourg du 11 au 13 octobre 1974 publiés par Christian Gras et Georges Livet, Paris, puf, 594 p. (La communication de M. Reimeringer, très riche sur cette question comporte de nombreuses références qui ont été utilisées pour rédiger cette notice. Cf. pp. 361-392). — K.H. Tjäden, *Struktur und Funktion der « KPD-Op- position » (KPO Eine organisationssoziologische Untersuchung sur « Rechts » Op- position im deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*, Meisenheim am Glan, A. Haim, 1964 notamment

p. 262 et 271. — *La Victoire*, août 1929. — *Encyclopédie de l'Alsace*, 7, 1984, p. 4113-4114. — *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, fascicule n°17, Strasbourg, 1991, p. 1687-1689. — Renseignements fournis par les mairies de Strasbourg et de Guebwiller. — Notes de Jacques Girault et de G. Foessel, archiviste de la ville de Strasbourg. — *DBMOF*, notice par Michel Dreyfus et Claude Pennerier,

Michel Dreyfus, Claude Pennerier, Léon Strauss

Dott Henri est né à Bischwiller le 21 juin 1841, fils de Michel Dott, tailleur, et de Madeleine Hamm. Il s'est marié à Gries le 6 juin 1862 avec Eve Schwebel, couturière. Il est ouvrier-drapier.

En août 1889 éclate une grève dans les ateliers de Bischwiller, dont Dott est l'un des organisateurs. C'est Dott qui signe la lettre adressée à l'Empereur en voyage à Strasbourg, datée du 21 août 1889, dans laquelle il signale la misère qui règne à Bischwiller depuis des années, et qui a obligé la population ouvrière à émigrer, le salaire moyen allant de 6 à 8 Marks par semaine. La grève qui dure depuis 3 mois et n'est pas encore terminée, certains employeurs ont certes augmenté les salaires, mais ils licencient sans raisons valables. Un inspecteur du travail, Dr Wolff, dépêché sur place, rencontre les délégués d'atelier. Il conseille aux ouvriers de se soumettre à la discipline d'atelier ; il reproche aux employeurs d'avoir licencié pour embaucher des étrangers se contentant de salaires moindres. Deux entreprises de Bischwiller se voient passer commande par le 15e corps d'armée. L'inspecteur du travail, le Dr Wolff, réunit les directeurs des entreprises. Il n'obtient pas un accord général, à cause des oppositions « nationales », mais 4 des entreprises les plus importantes acceptent de réunir des délégués ouvriers pour négocier. Pour l'inspecteur, ces entreprises attireront les meilleurs ouvriers et feront des gains de productivité considérables. Ainsi Dott est à l'origine, 17 ans avant la grève de 1906 à Mulhouse, de la première tentative d'arbitrage dans un conflit du travail. A partir de 1898, Dott est, avec le maître-peintre Thomas, l'un des organisateurs des réunions social-

démocrates qui accueillent Gustav Boehle, Auguste Bautert, député de Waldenbourg, et Schott de Schiltigheim. Les réunions se font le dimanche après-midi dans l'arrière-salle du Münchner Kindl, dans la cité ouvrière. Dans les années 1910 il a disparu de la documentation, même à l'état civil.

Jean-Pierre Hirsch

Thomas Frédéric est né le 11 juillet 1870 à Bischwiller, 4 rue de la Pomme ; il est le fils d'une fileuse de 18 ans. Il se marie à Bischwiller, tardivement, le 4.11.1932, avec Elisa Frédérique Lauf.

Peintre, puis maître-peintre, il est l'organisateur des réunions politiques, où sont invités les députés Boehle, Baudert, ancien maître drapier de Basse Saxe. Conseiller municipal de Bischwiller en 1902, il ne dirige plus la section locale du parti en 1914, mais il préside la commission culturelle ouvrière, qui organise des soirées théâtrales. Il est aussi trésorier du parti. Il demeure le seul conseiller municipal du parti, réélu en mai 1914 sur la liste démocrate au 1er tour. Cette alliance électorale ne l'empêche pas de critiquer sévèrement, au cours de réunions, l'activité d'un conseil municipal « livré aux capitalistes » qui augmente les centimes additionnels, soumet les denrées alimentaires à l'octroi, maintient l'écolage, la corvée communale pour les chemins et ne construit pas de bains municipaux.

20

Jean-Pierre Hirsch

Trax August est né le 12 juin 1868 3 rue de l'Écurie à Strasbourg, fils du tonnelier Charles Benjamin Trax et de Madeleine Rosenstiehl. Il est d'abord typographe, puis employé à la Caisse d'assurance maladie à partir du 6 mars 1900. Il habite 8 rue St Nicolas, se marie le 18 juillet 1891 avec Emilie Frédérique Jost, fille du sacristain (sans doute plutôt ébéniste) habitant 3 rue Saint Nicolas, née le 31 octobre 1865 à Strasbourg, décédée le 5 mars 1900.

Comme témoin au mariage, le contre-maître aux chemins de fer Johannes Krenzin, 42 ans, habitant à Bischheim. Désigné comme agitateur le 7 sept 1893 à la réunion du parti

au Chant des Oiseaux, et encore de l'*Agitationskomitee* désigné en 1895 à Neumühl. Il est, avec Boehle et Brzostewicz, l'un des trois conseillers municipaux SPD de Strasbourg entre 1896 et 1900. En 1907 il n'occupe plus aucune fonction dans les instances du parti. Il meurt le 14 novembre 1939.

Jean-Pierre Hirsch

Saxer Joseph né à Gertwiller le 21 avril 1864, fils de Saxer Michel, cordonnier né à Obernai en 1822, lui-même fils de cordonnier.

Il appartient à plusieurs associations socio-démocrates à Strasbourg. Il intervient pour la première fois début mars 1892 à Eckbolsheim, au débit de la Maison Rouge, dans une réunion organisée par le menuisier Halbritter qui, d'après la police, n'est qu'un homme de paille, mais qui ne paraît pas pendant la réunion. 40 personnes sont venues de Strasbourg. Comme un quatuor chante des chants révolutionnaires, les gendarmes dissolvent la réunion.

En avril 1892, avec six autres personnes, dont Finck, Schiele, Minatz, Wahl, Hufenbeck, Fuchs, Rupp, Biegel, Böhle, Spingler, Bablon, il fonde le *Wahlverein Vorwärts*, dont l'administration garde les premières traces du 30 décembre 1890 au 4 janvier 1891. Il habite au 39 rue de l'Hôpital. Il est le seul à ne pas être badois parmi les cordonniers animateurs, en 1892, du syndicat des cordonniers de Strasbourg et les fondateurs de la Social-Démocratie strasbourgeoise. Le sous-secrétaire d'Etat, le 20 mai 1892, interdit le club : la police allemande essaie, autant que possible, de maintenir les ouvriers Vieux-Alsaciens loin des idées sociales-démocrates.

Jean-Pierre Hirsch

Fuchs Richard, né le 4 septembre 1873 à Wilsdruff près de Dresde (Saxe, Allemagne), mort le 5 octobre 1938 à Francfort-sur-le-Main (Hesse, Allemagne).

Fils du maître-forgeron Moritz Fuchs, il fréquente l'école primaire de Wilsdruff puis l'école professionnelle. Il apprend le métier de sculpteur sur bois pendant trois ans et demi, parcourt l'Allemagne pour tra-

vailer à Hannover, Verden, Spire et finalement Strasbourg. En 1898 il fait partie du comité de la section du syndicat des sculpteurs (*Bildhauer*) de Strasbourg. A partir de janvier 1903, il est employé de la Caisse locale d'assurance maladie de Strasbourg, y compris pendant la guerre où il est affecté spécial sur son poste. En 1902 il est élu conseiller municipal à Schiltigheim, conseiller général du Bas-Rhin à partir de 1906, et député au Landtag en 1911. En 1912 il est élu député spd de l'arrondissement de Strasbourg-Campagne au Reichstag.

Il passe devant la commission de triage et est expulsé en 1919. Il devient alors permanent du syndicat des employés de Francfort.

Jean-Pierre Hirsch

Wolfsgruber Joseph, né en 1806 près de Trèves, a une famille originaire de Linnich, près d'Aix-la-Chapelle.

Son père est monté à Paris où il est devenu agent de la circulation, est alors tisserand à Bischwiller. Il a sans doute participé aux délits forestiers du mois d'avril 1848 : « ouvrier socialiste de premier ordre, terreux de la localité en 1848 ». Très politisé, il a, en décembre 1848, s'opposant aux consignes de vote du patronat local en faveur de Cavaignac, distribué, y compris à la campagne, des bulletins pour Napoléon. Au casino du centre-ville les fabricants de Bischwiller échangent des informations sur les affaires, fixent les tarifs journaliers ou à la pièce qu'ils appliquent à leurs employés. Ils mettent à l'index le tisserand socialiste Wolfsgruber Joseph : « Les honnêtes gens ne lui font pas confiance en lui refusant du travail ». L'ostracisme est assez mal respecté et l'ouvrier est « admis par commisération à travailler ». En fait, son patron, Roederer, l'emploie et le protège, car certains patrons de Bischwiller ont des sympathies socialistes.

Il continue d'animer une société secrète « aussi bien nous sommes d'accord dans notre casino » où les ouvriers sont invités à se rendre : son emplacement semble être un secret de polichinelle que seul le commissaire Meyer ignore. La police ne relève pas son nom à l'occasion des grèves du mois de février 1855. Après une timide reprise de l'acti-

tivité à Bischwiller, les acheteurs se font plus rares. On se livre à des travaux de réparation. Les employeurs jusque-là avaient fourni l'éclairage, ils décident de ne plus livrer qu'un litre, ou un litre et demi de pétrole pour la confection de chaque pièce de drap.

Dans la nuit du 28 au 29 décembre 1856, un caillou traverse la vitre au premier étage du café Meyer, où se tiennent les réunions régulières du casino. Un papier entoure le projectile, dont le contenu nous reste inconnu, mais est explicité par un placard qu'une main anonyme a affiché à la mairie le lendemain matin : « Nous devons vous prévenir que les faits exagérés de manière des patrons ne peuvent plus durer davantage car c'est par trop dur comment on cherche à opprimer l'ouvrier, car nous croyons qu'ils sont opprimés suffisamment, que les patrons ne s'imaginent pas que cela va continuer ainsi, car aussi bien qu'ils sont d'accord dans leur casino, aussi bien nous sommes aussi d'accord dans notre casino. Le moment que nous attendons depuis longtemps ne tardera pas à venir, alors nous nous y retrouverons aussi bien que possible. Ceux des ouvriers qui ne sont pas encore présentés à notre réunion doivent faire leur réflexion pour que leur cerveau s'éclaire car il est grandement temps. »

Wolfgruber est arrêté le 15 janvier 1857, inculpé de menace de mort et d'appel à la coalition. Une quête est organisée, pour que sa femme puisse payer l'arriéré du loyer du 4^e trimestre et éviter l'expulsion, mais aussi pour lui assurer les services d'un bon défenseur devant les tribunaux.

Il semble être sorti de prison le 18 février, puisque un nouveau placard, de la même écriture, apparaît.

La grève n'éclate qu'en septembre, dure neuf jours, concerne les tisseurs d'abord de la fabrique Zimmermann, puis celle de Kuntzer. On assiste à l'arrestation de quatre ouvriers, d'une quête de solidarité à laquelle participent les bouchers, les boulangers, les débitants de boissons menacés de boycott, enfin à la disparition des grévistes à la campagne où ils participent à la cueillette du houblon. Là aussi, Wolfgruber est absent. Il meurt à l'hôpital de Haguenau le 22 décembre 1874.

Sa fille Madeleine est mariée avec le charpentier Schwartz de Haguenau et a un fils, Schwartz Louis.

Jean-Pierre Hirsch

Wendling Madeleine est née le 21 janvier 1868 à la ferme de l'Espel entre Ingwiller et Weinbourg.

Elle fréquente l'école normale d'institutrices de Strasbourg, place du Foin, promotion 1888. Elle exerce à Mulhouse, chargée de fonder la *städtische Mädchenmittelschule* (école supérieure de filles) de Mulhouse en 1903, dont elle assure la direction jusqu'en 1918.

Le 9 juin 1908 elle préside la première réunion de l'association des institutrices du Haut-Rhin, sous son impulsion, les 70 membres organisent des excursions dans les Vosges, des réunions pour les parents, des cours de couture, des conférences pédagogiques pour les enseignantes. Le 19 avril 1909 : « La promotion de la petite patrie dans l'enseignement » ; plus tard « L'enseignement du travail manuel ».

C'est elle qui, devant une assemblée de centaines d'hommes, présente le rapport moral de l'Association des enseignants d'Alsace au congrès de 1909 à Colmar.

Elle anime également la branche mulhousienne de l'association qui assure la préparation à l'examen professionnel d'instituteur. Il y a 12 réunions pendant cette année scolaire 1911-1912, sur l'enseignement à l'école maternelle, la psychologie de Meumann.

Dénoncée au moment du retour à la France, elle est renvoyée de l'enseignement.

On ignore quelles furent ses positions politiques, mais elle fut certainement gênée par celles de son frère, l'inspecteur de Wissembourg Karl Wendling, qui publia pendant la guerre des manuels scolaires bellicistes et un reportage sur l'arrière du front en Belgique. Elle fonde alors à Mulhouse un centre de conseil pour les institutrices débutantes, (une des filles de Philippe Husser, instituteur auteur de *Journal d'un instituteur alsacien* vient la consulter) mais pour peu de temps.

Elle décède à Ottwiller le 1^{er} mai 1921.

Sources

Magdalena Wendling, Ziele und Wege des Oberelsässischen Lehrerinnenvereins, *Elsass-Lothringische Schulzeitung*. 1.10.1908 ; Article né-

crologique de la *Revue scolaire* du 1.6.1921)

Jean-Pierre Hirsch

Sorgius Michael est né le 26.9.1828 à Ingwiller, fils de Jacques Sorgius, boulanger fils de boulanger, et de Louise Ehrstein, fille de boulanger. Les deux parents ont quarante ans à sa naissance.

Dans les années 1840 à Ingwiller un ancien élève de l'école normale de Strasbourg pratique l'enseignement mutuel en s'appuyant sur des moniteurs ; le français s'apprend en traduisant. Le calcul et la religion sont enseignés en allemand. Il fréquente cette école pendant 4 ans, puis il se rend quotidiennement à pied à Bouxwiller pour suivre les cours du collège. Le 1^{er} octobre 1849, il est nommé aide-instituteur à Eckwersheim où l'ancien moniteur apprend à son tour à pratiquer la méthode mutuelle qu'il a connue à Ingwiller. Après deux ans, il succède à l'instituteur Jean-Chrétien Schweitzer décédé le 15 avril 1851. Il se marie avec sa fille, Guillaumette Schweitzer. Il est là pour 20 ans.

Sa belle-famille, sans doute originaire du canton de Schwytz, fournit au XVIII^e siècle des bergers, puis des sacristains, puis des maîtres d'école aux communes protestantes du grand Ried. Jean-Chrétien naît à Boofzheim avant de prendre le poste d'Eckwersheim. Son fils aîné, Charles-Chrétien, né à Eckwersheim 20 juillet 1817, est instituteur, puis marchand-épiciier à Pfaffenhoffen. C'est le grand-père d'Albert Schweitzer et de Jean-Paul Sartre. Un autre fils Guillaume Schweitzer accomplit sa carrière d'instituteur à Heiligenstein : marié le 29.7.1851 avec Frédérique Heywang, fille d'aubergiste, il y décède en 1885.

Sorgius rédige, alors qu'il est à l'école d'Eckwersheim, un Guide pratique de calcul oral pour toutes les classes des écoles primaires des deux sexes, publié en 1865.

En 1871 il est nommé sur un « poste pénible », à Schiltigheim, où il reste pendant dix ans. C'est là qu'il rédige les articles sur l'histoire de l'école primaire dans le Bas-Rhin entre 1790 et 1870, qui paraissent en feuilleton dans la revue de l'association des instituteurs *Elsass-Lothringische Volksschule* dans les numéros 18 et 22, en 1876. De 1881 à 1898,

année de son départ à la retraite, il est directeur de l'école St Guillaume à Strasbourg. Il publie en 1887 le contenu d'une conférence sur l'histoire de cette école.

Il est l'un des pionniers de l'organisation des instituteurs alsaciens, avec Frankhauser, Hertrich, Schuhler qui ont tous exercé sous le Second Empire. Le unterelsässischer Lehrerverein est constitué en 1877 à Heiligenstein, où enseigne son beau-frère, Guillaume Schweitzer, qui en devient le premier président. La réunion destinée fédérer les organisations des trois départements a lieu les 5 et 6 octobre 1880; le Hauptlehrer Sorgius devient ainsi l'éphémère président de la première association d'instituteurs d'Alsace-Lorraine, à laquelle le nouveau gouvernement Puttkammer s'oppose. En 1884, il n'en occupe plus la présidence.

Jean-Pierre Hirsch

Kuballa Joseph, né à Illkirch 28 septembre 1878, mort à Strasbourg le 4 août 1931), marié à Emma Scher (née à Bischheim le 21 novembre 1880).

Militant syndicaliste et socialiste. Ouvrier forgeron à Illkirch, puis à Strasbourg depuis 1905, il fut engagé en 1912 comme caissier de la filiale de Strasbourg du syndicat des ouvriers métallurgistes. Il était en 1919-1920 trésorier du syndicat des ouvriers métallurgistes de Basse-Alsace et secrétaire du syndicat CGT des ouvriers serruriers et ferblantiers de Strasbourg. Le 2 juin 1919, il dirigea avec Hueber* la grève des plombiers et installateurs de Strasbourg et environs qui aboutit à un accord avec la corporation des plombiers instituant la journée de huit heures et la semaine de 48 heures (au lieu de 55 heures). Il participa le même mois à la direction de la grève des usines de Dietrich. En 1920, il était président de l'Union locale de Strasbourg. Membre du parti socialiste, il fut élu conseiller municipal de Strasbourg (1919-1925) et resta fidèle à la SFIO après la scission communiste.

Sources

AMS, fichier domiciliaire; an ab xix 1965 (354); abr, D 286 (366); *Freie Presse* des 20. 6.1919, 3.1.1920, 11.3.1920, 7.8.1920, 10.8.1920,

4.1.1921.

Léon Strauss

Loeffler Guillaume Laurent Louis

Né le 24 décembre 1890 à Paris (XXe), mort le 23 novembre 1982 à Bischwiller (Bas-Rhin); mécanicien, socialiste allemand puis communiste français; maire de Bischwiller de 1935 à 1940 puis de 1945 à 1959; interné politique.

Fils de Louis Loeffler, né le 16 septembre 1856 à Bischwiller, Haute-Alsace annexée, mort le 20 mai 1909, maître peintre et de Léonie Beck, née à Fouchy dans le Val de Villé, (Haute-Alsace annexée), fille d'un plâtrier industriel de La Walck, Louis naquit à Paris où ses parents, francophiles, s'étaient expatriés volontairement après l'annexion de 1870. C'était une famille de catholiques non pratiquants. Lorsque ses parents cherchèrent à rentrer en Alsace, les autorités allemandes leur signifièrent qu'il étaient interdits de séjour à Strasbourg. Ils purent toutefois s'installer à Kehl, de l'autre côté du pont sur le Rhin, en face de Strasbourg, où leurs trois enfants, qui faisaient leurs études à Strasbourg et habitaient chez leurs grands-parents, pouvaient venir les voir facilement. Les deux parents moururent jeunes. Les grands parents assurèrent alors l'éducation de leurs petits enfants. Louis fit ses études au Lycée Saint-Jean, à Strasbourg, jusqu'au certificat d'études secondaires allemand (*Einjähring freiwilligen Dienst*).

Il devint ensuite, en 1906, apprenti mécanicien aux Etablissements Schoenborn à Bischwiller. Il obtint le brevet de compagnon en 1909 et partit à l'étranger.

Il fit son service militaire dans la marine allemande de 1910 à 1913, au sein du 5^e régiment de matelots. Il y rencontra des révolutionnaires et devint socialiste allemand. Il fut enrôlé dès le début de la guerre et traduit en conseil de guerre en 1917 comme révolutionnaire.

En 1918, il participa à la révolte des marins de Kiel et revint avec eux à Strasbourg, où se créèrent des groupes soldats-ouvriers. L'expérience ne dura guère.

Il se maria à Bischwiller le 25 mai 1919 à Louise Fréchar. Il trouva un emploi de mécanicien à Rombas-le-Franc, en Moselle. En 1920, au

moment des grandes grèves, il fut emprisonné dans cette ville, pour fait de grève, puis transféré à la prison de Colmar. A sa sortie de prison, il s'installa comme mécanicien à Bischwiller.

Socialiste, il fit partie des membres fondateurs du parti communiste en 1921. Il se révéla un très bon orateur. Il entra au conseil municipal de Bischwiller en 1929 et devint maire de cette ville le 16 mai 1935, porté par la liste d'union de l'*Einheitsfront*, qui comprenait 3 communistes et 10 socialistes. Les maires n'étant pas rémunérés à cette époque, sa femme se fit gérante d'un restaurant, le Café central, pour subvenir aux besoins du ménage, qui avait deux enfants. En 1935 la cité subit l'occupation militaire française pendant le référendum de la Sarre.

Au moment du Front populaire, Bischwiller était le deuxième centre industriel du Bas-Rhin, grâce à une industrie développée dans le textile, la chaussure et la mécanique. Le mouvement y fut fort, les grèves et occupations d'usines nombreuses. Le maire organisa des repas populaires pour les grévistes et s'attacha aux problèmes sociaux de sa ville.

Il négocia en 1939 avec les autorités françaises que sa ville ne soit pas évacuée en cas de guerre bien qu'elle se trouvât à moins de 15 km de la frontière allemande.

Le 2 avril 1940, il fut démis de ses fonctions de maire par un tribunal administratif, pour avoir refusé de condamner le pacte germano-soviétique.

Après la défaite française et l'annexion de fait, il fut arrêté par la Wehrmacht sur un ordre venu de Berlin. Interné à Saxenhausen, il partagea la cellule du préfet du Bas-Rhin, du 8 juillet au 29 août 1940.

En 1942, il refusa d'obéir à l'ordre nazi de se rendre au travail forcé sur un terrain d'aviation à Ingolstadt (Bavière). La Gestapo vint l'arrêter à son domicile de Bischwiller, l'interna à Strasbourg et, ayant réalisé que il était, le transféra le lendemain, 13 juillet 1942, au camp de Schirmeck, dans la baraque des prisonniers politiques (matricule 106).

Au moment de la fermeture de ce camp devant l'avance des alliés, le 31 octobre 1944, il fut envoyé au camp de Gaggenau. Le 17 avril 1945, il fut libéré par les Américains.

A son retour à Bischwiller il reçut un accueil chaleureux et retrouva sa place de maire, le 14 mai 1945. Il

devint président du Comité de Libération.

Il se présenta aux élections cantonales de septembre 1945 mais fut battu bien qu'étant arrivé en tête au premier tour. Il fut réélu maire en septembre 1945, sur la liste d'Union démocratique et socialiste de la Résistance, réélu en octobre 1947 sur une liste d'alliance PCF-SFIO-MRP. Il fut exclu du parti pour cette raison, en même temps que Charles Oster*, maire de Lingolsheim. C'était l'époque de la lutte classe contre classe, au risque de perdre toute représentation et influence dans les petites villes. Marcel Rosenblatt*, secrétaire fédéral et député, organisa les exclusions. Louis Loeffler, même exclu, ne renonça pas à ses idées.

Il fallait s'occuper de la reconstruction de la cité sinistrée par les bombardements. Il fit porter les efforts de la municipalité sur la construction d'un centre d'apprentissage et d'une école maternelle.

Après le procès de Bordeaux, qui jugea les Alsaciens qui avaient commis le massacre d'Oradour-sur-Glane, parmi lesquels se trouvaient deux jeunes gens de Bischwiller, il estima que la France avait dédouané les Allemands de leurs responsabilités et refusa de jamais repasser la frontière.

Il fut réélu maire en 1953 mais battu en 1959. Il se retira alors de la vie politique, estimant que l'heure de la retraite avait sonné. Il avait 69 ans. Pour signifier qu'il n'avait tiré aucun profit personnel de ses mandats successifs, il se contenta de dire en plaisantant : « Je suis venu en bicyclette, je repars en bicyclette ».

Il mourut accidentellement d'asphyxie, à 92 ans. Son épouse succomba, elle aussi, des suites de cet accident domestique, après un coma de dix mois.

Il avait refusé la Légion d'honneur et la médaille de la Résistance, estimant qu'elles étaient galvaudées, mais accepta d'être fait chevalier du Mérite social en 1947.

Le couple avait eu deux enfants et en avait adopté un troisième. Leur fille aînée, Suzanne, devint militante communiste.

Sources

Léon Strauss, « Louis Loeffler », *NDBA*, p. 2410 (avec bibliographie); Archives du monde combattant : Fichier original d'habillement du camp de Schirmeck, Louis Loeffler; Entretiens avec sa fille, Suzanne Grewisse,

le 23 septembre et le 11 décembre 1998.

Léon Strauss, Françoise Olivier-Utard.

RECTIFICATIF DU N° 19

Dans l'article d'Odile Fournier « **De la JOCF aux autres engagements** », un paragraphe a sauté à la fin de la page 17.

Voici ce paragraphe, dans son intégralité.

L'APAF (Association Populaire des Aides familiales)

L'APAF existait probablement déjà depuis les années d'après guerre, liée au MPF, ses origines à Mulhouse restent à vérifier. C'est une association de travailleuses familiales, dont les principes étaient de venir en aide aux mères de famille, « *c'était l'idéal de la femme, selon la JOC, qui était transposée ici* », explique D. Wolff, dans un projet de promotion et d'éducation populaire, « *mettre les gens dans le coup, qu'ils se prennent en charge et se responsabilisent* ». Il s'agissait aussi de faire reconnaître la profession de travailleuse familiale, (statut, salaire, frais de déplacement) et de qualifier les travailleuses. Les APF organisaient une formation nationale (à Orléans), et les stages pratiques se passaient sur le terrain local.

Madeleine Krumnow, dans les années 50, explique que Fredo et d'autres syndicalistes ont encouragé leurs femmes à y prendre des responsabilités: « *les APAF avaient le souci de demander à des mamans de devenir responsables de quartier; donc moi, je suis devenue responsable de quartier et très vite, elles m'ont demandé d'entrer au conseil d'administration.* » Il y a eu bien d'autres militantes, par exemple Lucille Richert, ou D. Wolff entrée dans cette association en 1961, pour très vite y assumer des responsabilités: elle en deviendra présidente dans les années 70. Les parcours de vie des unes et des autres dessinent comme une carte des multiples engagements, où se elles se croisent, prennent le relais les unes des autres...

À Mulhouse il y a avait des permanentes pour organiser les interventions et accompagner les travailleuses familiales: leur relais sont les responsables de quartier. J. Boll explique que cela consistait à accueillir les familles demandeuses, pour remplir les dossiers, puis d'échanger aussi avec les travailleuses familiales, en cas de difficultés dans certaines familles.

Les relations avec la CAF, principal financeur, se dégradent en 1978, car la CAF renforce son contrôle, refuse les augmentations de salaire, restreint les moyens: il y a trop peu d'heures financées dans les familles pour permettre un travail éducatif. La moitié du CA démissionne « *refusant de gérer un service qui nous échappe* ». La CNAPF souhaite que l'APAF continue, mais ce sera sans les militantes qui ont porté un projet éducatif et promotionnel.

Adresses

Présidente

Françoise Olivier-Utard
18, rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
folivier@unistra.fr

Secrétaire

Sylvain Cothias
31, rue du Cerf
67200 Strasbourg
09 80 82 13 77

Trésorier

Jean-Pierre Hirsch
23, rue de Scherlenheim
67270 Hochfelden
03 88 91 76 40
jp_hirsch@aliceads.fr

Gérante de la publication

Françoise Olivier-Utard

Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg
pierreroesch@free.fr

Site Maitron

www.maitron.org

ISSN 2257-7270

Agenda

Journée d'étude du samedi 20 septembre 2014.

Le syndicalisme alsacien-lorrain de l'Allemagne à la France (1914-1920)

Programme provisoire

IEP, 47, avenue de la Forêt-Noire, Strasbourg (Amphi 210)

■ 9 h – 12 h

Accueil

I Les syndicalismes importés

- le syndicalisme allemand : Jean-Pierre Hirsch
- le syndicalisme français : Léon Strauss

II Le syndicalisme pendant la guerre : Vincent Biguet, Léon Strauss

III La Révolution de novembre 1918

- en Alsace : Jean-Claude Richez
- en Moselle : Jean-François Lassagne

■ 12 h 30 – 14 h : repas au restaurant du Pont d'Anvers

■ 14 h – 17 h

IV Les grèves et les luttes

- les grèves et autres modalités d'action : Vincent Biguet
- sociologie des militants : Marie-Claude Richez

V La construction des représentations de la guerre dans les littératures allemande et française : Monique Mombert et Françoise Olivier-Utard

VI Discussion générale

David Muringer, musicien, compositeur et interprète

Bernard Umbrecht : la Grande Guerre dans la bibliothèque du Saute-Rhin

- *Réservation pour le repas* : s'inscrire à partir du 20 septembre
— téléphone: 03 88 61 81 03

Appel à cotisation 2014 (Bulletin d'adhésion)

à renvoyer à Almémos, 18 rue de l'Observatoire, 67000 Strasbourg

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

demande à adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation annuelle individuelle est de 20 euros
— 40 euros pour les personnes morales.

Date

Signature
